



[Traduction provisoire]

LIVRE BLEU DIPLOMATIQUE 2024

Version résumée

Ministère des Affaires Étrangères du Japon

Chapitre 1	Vue d'ensemble de la situation internationale et perspectives diplomatiques du Japon La dignité humaine – Message au monde à un tournant de l'Histoire	002
Chapitre 2 Section 7	Afrique du Nord	021
Chapitre 2 Section 8	Afrique	025
Dossier spécial	Sûreté du déversement en mer de l'eau traitée au moyen du système ALPS	044



Chapitre 1

Vue d'ensemble de la situation internationale et perspectives diplomatiques du Japon

La dignité humaine – Message au monde à un tournant de l'Histoire

Pour pouvoir défendre ses intérêts dans les domaines de la diplomatie, de la sécurité et de l'économie, prévenir les crises et assurer la sécurité et la prospérité de ses citoyens, y compris celle des ressortissants japonais vivant à l'étranger, le Japon doit travailler activement au maintien et au renforcement d'un ordre international fondé sur les valeurs et les principes universels que sont la liberté, la démocratie, les droits de l'Homme et l'État de droit, ainsi qu'à la création d'un environnement international pacifique et stable. Cela implique de développer une diplomatie de manière stratégique et agile, en analysant avec lucidité les tendances politiques et géopolitiques internationales et en répondant aux changements par de l'adaptation et de la flexibilité.

Ce chapitre propose une vue d'ensemble de la situation internationale qui entoure le Japon, ainsi que des perspectives pour la diplomatie japonaise.

1 Vue d'ensemble de la situation internationale

Considérer la situation internationale dans son ensemble depuis la fin de la guerre froide mène au constat que la communauté internationale se trouve aujourd'hui à nouveau à un tournant majeur de son Histoire. Pendant un certain temps après la fin de la guerre

froide, un ordre international stable s'est développé à travers le monde. Les démocraties avancées – dont les États-Unis qui disposent d'une puissance étatique démesurée et le Japon – ont pris l'initiative pour maintenir et développer un ordre international fondé sur des valeurs fondamentales et des principes tels que la liberté, la démocratie, le respect des droits fondamentaux de l'Homme et l'État de droit. Partout s'est accentuée la tendance des pays à coopérer pour améliorer l'équité, la transparence et la prévisibilité des relations internationales. Bénéficiant de cet ordre international, l'économie s'est mondialisée et l'interdépendance a progressé, et la communauté internationale dans son ensemble, pays en développement compris, a pu profiter d'un certain degré de stabilité et de croissance économique.

Bien que la mondialisation ait réduit les disparités parmi les nations du monde dans leur ensemble, certains pays, comme les pays les moins avancés (PMA), n'ont pas pu profiter pleinement de ses avantages. En même temps, dans les pays développés, les disparités internes se sont plutôt creusées, entraînant des tensions et des divisions politiques et sociales et déstabilisant les systèmes démocratiques. D'autre part, l'essor des pays émergents et en développement, qui ont grandement bénéficié de l'ordre international décrit plus tôt, a conduit ces dernières années à une diversification de la communauté internationale. Certains des pays



de ce bloc que l'on appelle aujourd'hui Sud global sont conscients de ce changement et cherchent à exercer une plus grande influence, pour faire correspondre la force de leur voix politique à leur nouvelle puissance nationale.

Parallèlement, on constate que certains États renforcent leurs capacités militaires de manière rapide et opaque, cherchant à s'affirmer davantage et à remettre en question l'ordre international existant, pour qu'il corresponde à leur lecture de l'histoire et aux valeurs qui en découlent. Il existe également une tendance de certains à abuser de leurs situations de dépendance économique, et à les utiliser comme arme pour atteindre des objectifs politiques. Dans ce contexte, le champ de la sécurité s'élargit à des enjeux tels que la sécurité et la résilience des chaînes d'approvisionnement en semi-conducteurs et en minerais essentiels, la promotion et la protection des technologies critiques et émergentes, la cybersécurité et la lutte contre la désinformation. Face à de tels changements de l'équilibre des pouvoirs et de l'environnement sécuritaire, la concurrence entre les nations devient plus intense et plus complexe.

La communauté internationale dans son ensemble continue de faire face à des enjeux extrêmement importants, comme le changement climatique, l'environnement, les maladies infectieuses, le désarmement et la non-prolifération nucléaires, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée. Ces dernières années, l'informatisation et la numérisation ont rendu ces problématiques plus visibles et plus largement reconnues dans le monde entier. Face à ces défis, qui ne peuvent être relevés par une grande puissance seule, la coopération de la communauté internationale

est plus que jamais nécessaire. D'autant plus que la mondialisation économique et l'interdépendance, qui ont progressé dans le contexte de l'après-guerre froide, demeurent des faits majeurs de l'ère de la concurrence entre les nations et un découplage complet n'est pas possible. Toutes ces dynamiques montrent la complexité de l'état actuel des relations internationales et la façon dont la confrontation, la concurrence et la coopération s'entremêlent.

C'est dans ce contexte de complexité que la Russie a lancé son agression contre l'Ukraine en février 2022, ébranlant jusqu'aux fondements de cet ordre international qui avait porté la paix, la stabilité et la prospérité dans la période de l'après-guerre froide. En octobre 2023, c'est la situation israélo-palestinienne qui s'est aggravée après l'attaque terroriste du Hamas contre Israël, et cela a également rendu plus complexe l'axe de confrontation au sein de la communauté internationale. Il devient difficile de dire que l'Organisation des Nations unies (ONU) remplit avec efficacité le rôle que l'on attend d'elle face aux crises auxquelles la communauté internationale doit répondre de toute urgence, et notamment les graves crises humanitaires qui s'installent à mesure que durent les conflits. Certains pays déjà, issus notamment du Sud global, semblent avoir accumulé de la méfiance à l'égard du système de gouvernance mondiale¹ existant.

La complexité et l'entremêlement actuels des relations internationales font que des conflits comme ceux que nous observons en Europe et au Moyen-Orient ne se limitent pas uniquement à ce qu'ils sont à l'échelle de leur région : ils révèlent également de nouvelles menaces à une échelle plus large, telles

¹ Gouvernance mondiale : Ensemble des institutions, politiques, normes, procédures et initiatives qui assurent la prévisibilité, la stabilité et l'ordre dans le traitement des problématiques interétatiques, répondant à l'absence à l'échelle internationale d'institution remplissant le rôle que les gouvernements remplissent à l'échelle nationale.

que les cyberattaques ou la diffusion de la désinformation. Ces menaces constituent une entrave à la coopération internationale pour la réponse aux enjeux mondiaux et affectent la stabilité et la prospérité de toutes les régions du monde, y compris celles du Japon. Ce contexte et les influences réciproques qui existent partout entre politique intérieure et politique extérieure font que 2024, une année avec d'importantes échéances électorales prévues dans différentes parties du monde, sera une année critique.

Faisant suite à cette mise en contexte, la partie ci-dessous présente les principales problématiques auxquelles la communauté internationale est confrontée.

(1) Remise en cause de l'ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit

Alors que des conflits font rage dans deux des trois régions qui ont historiquement joué un rôle important dans la stabilité mondiale, à savoir l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie de l'Est, la nécessité d'une stabilité dans la région indopacifique et notamment en Asie de l'Est est plus importante que jamais.

La Russie poursuit son agression contre l'Ukraine depuis février 2022. La violation de manière flagrante par un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies des principes de la Charte des Nations unies que sont la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'interdiction générale du recours à la force est un acte scandaleux qui ébranle les fondements mêmes de l'ordre international que la communauté internationale a construit au terme d'une longue période de dur labeur et au prix de nombreux sacrifices. La communauté internationale ne doit pas permettre un tel acte. La Russie a par ailleurs menacé à plusieurs reprises l'Ukraine d'utiliser des armes

nucléaires, et la communauté internationale doit rejeter fermement la menace nucléaire de la Russie et a fortiori l'utilisation de telles armes.

En 2023, lors du sommet du G7 organisé par le Japon à Hiroshima – auquel a participé le Président ukrainien Volodymyr ZELENSKY – les dirigeants des pays du G7 ont affirmé qu'ils continueraient à soutenir résolument l'Ukraine et à imposer des sanctions sévères à la Russie. Ils ont également souligné que la paix ne pouvait être obtenue sans le retrait des troupes russes et confirmé qu'ils feraient tous les efforts possibles pour ramener la paix en Ukraine. Enfin, les dirigeants des pays du G7 ont fait part à la communauté internationale de leur détermination à défendre et à renforcer l'ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit, à protéger la paix et la prospérité et à faire émerger un « monde sans armes nucléaires ». Actuellement, certains font état d'une lassitude dans le soutien apporté à l'Ukraine, et d'autres font remarquer un certain déclin de l'intérêt pour ce conflit, qui s'installe notamment à mesure notamment que se détériore la situation au Moyen-Orient. Cependant, l'instauration d'une paix juste et durable en Ukraine, fondée sur le retrait complet et inconditionnel des troupes russes, est essentielle au maintien de l'État de droit au sein de la communauté internationale.

Dans notre communauté internationale contemporaine, où les relations internationales sont étroitement liées, l'agression de la Russie contre l'Ukraine et les tentatives de modifier unilatéralement le statu quo par la force en Asie de l'Est ne sont pas des événements distincts et géographiquement isolés. La sécurité de la région euro-atlantique et celle de l'indopacifique sont indissociables, et la coopération avec un large éventail de pays affinitaires, dont les pays européens et par le biais notamment de l'Union européenne (UE)



et de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), est importante pour maintenir et renforcer l'ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit.

En Asie de l'Est, donc dans la région entourant le Japon, la Corée du Nord a intensifié le développement de ses armes nucléaires et de ses missiles, notamment en lançant des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM). Dans le même temps, la Chine a poursuivi et intensifié ses tentatives unilatérales de modifier le statu quo par la force en mer de Chine orientale et en mer de Chine méridionale, y compris dans les eaux entourant les îles Senkaku, et a poursuivi et intensifié une série d'activités militaires autour du Japon. L'environnement sécuritaire autour du Japon n'a jamais été aussi dégradé et complexe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan sont des sujets tout aussi importants. Lors du sommet de Hiroshima, le G7 a convenu de l'importance de transmettre à la Chine les préoccupations communes de ses pays membres, de l'appeler à agir en tant que membre responsable de la communauté internationale, et de continuer à travailler ensemble pour l'intérêt général, en coopérant notamment sur des problématiques mondiales comme le changement climatique, pour maintenir le dialogue et parvenir à une relation constructive et stable.

Dans ce contexte, et à l'occasion d'un sommet en novembre 2023, les dirigeants du Japon et de la Chine ont réaffirmé leur volonté de promouvoir une « relation mutuellement bénéfique fondée sur des intérêts stratégiques communs » et ont confirmé une orientation générale visant à construire une « relation constructive et stable ». Afin de garantir

la stabilité de la région indopacifique, la coopération avec des pays partageant les mêmes valeurs fondamentales, tels que l'Australie, l'Inde, la Corée du Sud, les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et les pays insulaires du Pacifique, devient également de plus en plus importante.

(2) Les défis lancés à la gouvernance mondiale par le changement de l'équilibre des pouvoirs

La communauté internationale assiste à des changements historiques de l'équilibre des pouvoirs, alors que, bénéficiant de la stabilité de l'ordre international de l'après-guerre froide, se sont développées des économies émergentes. Un des symboles de la croissance rapide de la part des économies en développement et émergentes dans l'économie mondiale ces dernières années est l'Inde qui a vu son produit intérieur brut (PIB) dépasser celui du Royaume-Uni en 2023, la propulsant à la cinquième place du classement des puissances économiques mondiales.

Les pays émergents et en développement, également désignés ces dernières années par l'expression Sud global, sont de plus en plus conscients de ces changements et ont tendance à renforcer leur présence non seulement dans la sphère économique, mais aussi dans les sphères diplomatique et sécuritaire. En 2023, le monde a particulièrement été témoin des efforts déployés par les pays du Sud global pour renforcer leur unité : l'Inde, qui assurait alors la présidence du G20, a accueilli le « Sommet de la Voix du Sud », et l'élargissement de la composition des BRICS ² a été annoncé lors du sommet des BRICS, sous la présidence cette fois de l'Afrique du Sud.

² BRICS : Terme utilisé pour désigner le groupe formé par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Lors de leur sommet d'août 2023, les BRICS ont annoncé inviter l'Argentine, l'Éthiopie, l'Égypte, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) à devenir de nouveaux membres (l'Argentine ayant ensuite retiré sa demande d'adhésion en raison d'un changement d'administration interne).

La position géopolitique et la situation économique au sein de ce Sud global varient d'un pays à l'autre. Alors que certains sont catégorisés comme émergents et font partie du G20, d'autres sont plus vulnérables et souffrent de divers problèmes, comme la pauvreté, les conflits, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, les catastrophes naturelles ou encore les conséquences du changement climatique. Chaque pays a des intérêts et des agendas politiques qui lui sont propres. Cela a été particulièrement visible ces dernières années, avec la réponse de certains à l'agression de la Russie contre l'Ukraine, et plus spécifiquement avec leur attitude de vote vis-à-vis les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies et avec leur réticence à imposer des sanctions à la Russie. Il n'est pas pertinent d'envisager le Sud global comme une entité unique, il est au contraire important de travailler avec chaque pays de manière adaptée et ciblée, en prenant en compte les différents besoins de chaque pays.

Cette diversification des valeurs de la communauté internationale et cette concurrence géopolitique accrue entre les pays mettent les Nations unies à l'épreuve. En raison de l'exercice du droit de veto par les membres permanents, le Conseil de sécurité des Nations unies, qui a comme responsabilité principale de garantir la paix et la sécurité de la communauté internationale, n'a pas répondu efficacement aux situations en Ukraine et dans la région israélo-palestinienne. En conséquence, les appels au renforcement des fonctions des Nations unies et à la réforme du Conseil de sécurité se multiplient. Par ailleurs, et malgré les divers efforts déployés par l'Assemblée générale des Nations unies, certains estiment qu'il est devenu encore plus complexe d'y débattre depuis la détérioration de la situation israélo-palestinienne.

A l'heure où les cadres multilatéraux comme l'appareil onusien rencontrent des difficultés, la coopération entre les alliés et pays affinitaires, comme au sein du G7, entre le Japon, l'Australie, les États-Unis et l'Inde, ou entre le Japon, les États-Unis et la Corée du Sud prend de plus en plus d'importance. Le G7 en particulier n'a cessé d'apporter son large soutien à l'Ukraine et d'imposer des sanctions strictes à la Russie depuis le début du conflit. Les dirigeants du G7 ont d'ailleurs prévu à l'issue du sommet de Hiroshima de renforcer la coopération avec les partenaires internationaux au-delà du G7, y compris avec les pays du Sud global. Le Japon a œuvré pour que les résultats de ce sommet soient pris en compte par le G20, auquel participent également de nombreux pays de ce bloc. Comme il n'est plus possible pour la communauté internationale de converger vers un ensemble unique de valeurs et de principes, le Japon doit adopter une approche inclusive qui surmonte les conflits de valeurs et d'intérêts et étendre une diplomatie ciblée pour apporter à chaque pays le soutien dont il a réellement besoin.

(3) Les impacts de la mondialisation économique et de l'interdépendance continuent

Malgré le contexte présenté plus haut, le réseau économique mondial qui s'est développé depuis la fin de la guerre froide continue de soutenir la croissance en tant que fondement commun de la communauté internationale. Dans le même temps, et du fait notamment du développement économique des pays émergents, de l'innovation technologique et de l'intensification des échanges humains, l'interdépendance internationale continue de se renforcer.

Cela a été particulièrement visible cette année quand les vulnérabilités de la chaîne



d'approvisionnement mondiale ont été révélées par le COVID-19 et l'agression de la Russie contre l'Ukraine, avec des pénuries alimentaires et énergétiques qui ont frappé le monde entier et notamment les pays les plus vulnérables. Nous avons aussi pu observer certains pays tenter d'étendre leurs propres intérêts et leur pouvoir en abusant de leurs situations de dépendance économique et en utilisant leurs propres grands marchés comme outils de coercition. Cela montre qu'à une époque où un découplage complet n'est plus possible, la mondialisation économique et l'interdépendance n'apportent pas que des perspectives positives de croissance et de prospérité : elles apportent aussi le risque de menaces pour la sécurité. Des problèmes tels que le vol de propriété intellectuelle ou de technologies sensibles, et les limites d'un financement du développement qui ne tiendrait pas compte de la viabilité de la dette des autres pays ont également été identifiés, et le champ de la sécurité s'est élargi pour inclure le domaine de l'économie et celui des technologies critiques et émergentes.

Pour répondre à ces exigences contemporaines, lors du sommet du G7 à Hiroshima, le Japon a organisé une session spéciale sur la sécurité économique. C'était la première fois qu'un tel sujet était mis à l'ordre du jour du sommet du G7. Au cours de ce sommet, les dirigeants des pays du G7 ont affirmé que le G7 sera uni pour répondre aux problématiques de l'amélioration de la résilience de la chaîne d'approvisionnement et des infrastructures essentielles, du renforcement des réponses aux politiques et pratiques non commerciales et à la coercition économique, et de la gestion appropriée des technologies essentielles et émergentes.

Afin de contrer la coercition économique et les pratiques commerciales déloyales et

d'étendre l'ordre économique international libre et équitable, il devient également de plus en plus important de maintenir et de renforcer le système commercial multilatéral, avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en son centre, et de créer de nouvelles règles adaptées à notre époque contemporaine. Il est également nécessaire d'intégrer la durabilité sociale et environnementale dans l'économie, et d'aborder l'environnement, les droits de l'Homme et l'égalité entre les sexes en gardant à l'esprit la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et ce tout en visant la croissance économique. En réponse à ces défis mondiaux, des appels à la réforme des banques multilatérales de développement (BMD) y compris à celle de la Banque mondiale ont été lancés, en particulier depuis les pays du Sud global.

(4) Les nouveaux défis lancés par les problématiques mondiales complexes et par la science et la technologie

De nombreux défis menacent actuellement l'ensemble de l'humanité : le changement climatique ; la pollution de l'environnement ; les menaces à la santé mondiale et notamment les maladies infectieuses ; la pauvreté. L'impact du changement climatique est particulièrement visible, et de plus en plus sérieusement reconnu ces dernières années, alors que des phénomènes météorologiques extrêmes et des catastrophes naturelles, tels que les fortes pluies, les inondations, les sécheresses et les incendies de forêt redoublent en intensité et en fréquence. Des situations géopolitiques spécifiques telles que l'agression de la Russie contre l'Ukraine ont par ailleurs créé et exacerbé d'autres crises, comme celle des pénuries alimentaires et énergétiques, ou celle du nombre croissant de réfugiés et de

déplacés, dont les déplacés internes, menant ainsi à de nouvelles crises humanitaires. En 2023, la communauté internationale se trouve à mi-chemin de l'échéance fixée pour la réalisation des ODD, mais l'aggravation des divisions et des situations conflictuelles rend complexe la coopération internationale pour l'accomplissement de ces objectifs.

Dans ce contexte de crises complexes, on remarque un regain d'intérêt pour la « dignité humaine » au sein de la communauté internationale : la vie et la dignité humaine sont des dénominateurs communs majeurs et incontestables pour l'humanité tout entière, et le meilleur point de départ si l'on veut conduire le monde vers la coopération internationale, et l'éloigner de la division et de l'affrontement. Alors que les femmes et les jeunes filles ont été particulièrement touchées par les affrontements armés en Ukraine et au Moyen-Orient, et que le monde s'active à la protection de ces femmes et jeunes filles, le point de vue de l'Agenda « Femmes, Paix et Sécurité » (FPS), selon lequel la communauté internationale a plus de chances de parvenir à une paix durable si les femmes participent activement et en tant que dirigeantes à la résolution des conflits, à la reconstruction et à la consolidation de la paix, bénéficie également d'un regain d'attention.

Dans un tout autre registre, on a observé des changements substantiels et irréversibles survenir dans la société et dans la vie quotidienne, à mesure que se sont installées les innovations technologiques que sont entre autres les systèmes de communication mobile de cinquième génération (5G), l'internet des objets (IoT), et la technologie quantique. Dans le même temps, le développement des réseaux sociaux a inauguré une ère où des lieux géographiquement éloignés sont

instantanément reliés par l'information. Ces dynamiques de numérisation et d'informatisation de la société ont amélioré le confort de la vie humaine et facilité la communication transfrontalière, tandis que des problèmes mondiaux comme le changement climatique sont devenus plus visibles. Le cas de l'intelligence artificielle (IA) mérite particulièrement d'être mentionné ici : en se développant rapidement ces dernières années, l'IA a ouvert des perspectives de progrès pour la société humaine, tout en l'exposant, notamment par le biais de systèmes d'IA avancés comme l'IA générative à de nouveaux risques comme les cyberattaques, la manipulation de l'information et la diffusion de la désinformation. Il faut rappeler que de telles avancées technologiques, avec leur dualité d'usages possibles, à la fois civils et militaires, sont indissociables de la compétitivité nationale et des initiatives visant à renforcer la puissance militaire. Elles peuvent également mettre à l'épreuve les systèmes démocratiques eux-mêmes dans la mesure où le développement de biais de confirmation³ dans l'utilisation des réseaux sociaux a rendu plus difficile la formation d'une opinion publique fondée sur des informations correctes et un débat sain.

C'est dans ce contexte que les pays du G7 ont lancé à l'occasion du sommet du G7 à Hiroshima le « processus d'IA de Hiroshima » pour discuter notamment de la gouvernance internationale de l'IA générative. En décembre, ils se sont accordés sur le « cadre politique global du processus d'IA de Hiroshima », premier cadre proposant à tous les acteurs du domaine un ensemble de règles complet en matière d'IA. Un peu avant, en novembre, s'est tenu le sommet sur la sécurité de l'IA au Royaume-Uni, et des discussions ont eu lieu

³ Biais de confirmation : Il s'agit de la tendance, lors de la vérification d'une hypothèse, à sélectionner les informations qui soutiennent cette hypothèse parmi de nombreux éléments d'information et à dévaloriser ou ignorer les informations qui ne la soutiennent pas. (Source : imidas)



sur la coopération internationale en matière d'évaluation de la sécurité de l'IA.

Il est clair aujourd'hui que la paix et le progrès de nos sociétés internationales ne peuvent plus être assurés uniquement par la mondialisation et l'interdépendance des économies. L'agression prolongée de la Russie contre l'Ukraine et la détérioration rapide de la situation israélo-palestinienne en sont la preuve. La coopération internationale transfrontalière et l'utilisation active de la science et la technologie et de l'innovation demeurent cependant essentielles pour relever les défis mondiaux auxquels l'humanité dans son ensemble doit faire face. La communauté internationale doit surmonter ses différences de valeurs et d'intérêts, promouvoir la coopération internationale, peser les risques posés par la technologie et y répondre de manière adéquate, et intégrer un large éventail d'acteurs dans la discussion internationale, pour que soient représentés notamment le secteur privé, la société civile et la jeunesse.

2 Les perspectives diplomatiques du Japon

L'ordre international tel que nous le connaissons aujourd'hui est grandement remis en question, que ce soit par la Russie qui poursuit son agression en l'Ukraine ou par la communauté internationale qui se diversifie avec notamment une montée en puissance de pays émergents et en développement, désignés aujourd'hui comme « pays du Sud global ». Un tel contexte est une réelle mise à l'épreuve pour le système multilatéral centré sur les Nations unies. Cela alors que l'humanité fait face à des défis majeurs, qu'ils soient connus comme le changement climatique ou nouveaux comme les cyberattaques, la

manipulation de l'information et la diffusion de la désinformation. Ces problématiques doivent être considérées indépendamment, des frontières et des valeurs : plus que jamais, les nations doivent coopérer.

Le Japon doit saisir cette vague de changements majeurs qui secoue la communauté internationale et la place à un tournant de son Histoire. L'objectif est double : d'une part, garantir la paix, la sécurité et la prospérité de son territoire et de son peuple ; de l'autre, participer de manière proactive à la création d'un environnement international pacifique et stable en maintenant et en renforçant l'ordre international fondé sur les valeurs et les principes que sont la liberté, la démocratie, les droits de l'Homme et l'État de droit. À cette fin, le Japon doit développer une diplomatie qui place la « dignité humaine », valeur la plus fondamentale, en son centre et qui conduit le monde vers la coopération plutôt que vers la division et la confrontation.

Le Japon n'a cessé de suivre la voie d'une nation pacifique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, contribuant à la paix, à la stabilité et à la prospérité de la région Asie-Pacifique et de la communauté internationale, et œuvrant au maintien et au renforcement de l'ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit. Le Japon a également développé une diplomatie ciblée avec tous les pays, respectant la diversité de chacun, s'appuyant sur des perspectives partagées pour discuter des problématiques communes, et proposant un soutien à la mesure des besoins de ses partenaires. Parallèlement, le Japon s'est fait porte-étendard du libre-échange et a promu pour notre système commercial multilatéral un ordre économique libre et équitable fondé sur des règles, ce tout en coopérant avec les pays en développement sur la base du principe de la sécurité humaine et en

s'attaquant aux problématiques mondiales, comme la réalisation des ODD, par le biais notamment d'un soutien au développement des capacités. Enfin, il a contribué activement au désarmement et à la non-prolifération nucléaires, ainsi qu'aux efforts internationaux de consolidation de la paix.

La confiance et les attentes que le monde accorde au Japon en vertu de tous ces efforts est aujourd'hui la pierre angulaire de la diplomatie japonaise. Alors que le monde se trouve à ce tournant de son Histoire, le Japon continuera à mener une diplomatie en accord avec les objectifs de politique fondamentale suivants : (1) garantir les intérêts nationaux du Japon, (2) renforcer sa position dans le monde, (3) rester à l'écoute de ses concitoyens et mener une diplomatie qui soit comprise et soutenue par la population. Le Japon étant désormais confronté lui-même à l'environnement sécuritaire le plus dégradé et le plus complexe de son histoire récente, il mettra en œuvre avec constance sa stratégie de sécurité nationale afin d'assurer la sécurité et la prospérité de son peuple et de maintenir et de renforcer l'ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit.

L'année 2024 verra l'organisation d'élections importantes dans différentes parties du monde. C'est une phase décisive qui s'ouvre pour la planète entière, et notamment pour l'Ukraine et le Moyen-Orient. C'est dans ce contexte que le Japon accueillera plusieurs rencontres internationales importantes comme la dixième réunion des dirigeants des îles du Pacifique (PALM) ou la réunion ministérielle de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD). 2024 marquant également les 70 ans de la coopération internationale japonaise. Le Japon saisira cette occasion pour communiquer activement sur le sens profond et les perspectives de son aide

publique au développement (APD), l'un de ses outils diplomatiques les plus importants, et en approfondir la compréhension du public. Le Japon travaillera en étroite collaboration avec le reste de la communauté internationale pour prendre l'initiative dans la recherche de solutions face aux problèmes de plus en plus nombreux auxquels le monde est confronté.

(1) Maintenir et renforcer l'ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit

L'État de droit est le fondement de la paix et de la prospérité pour toutes les nations. Le Japon continuera à mener une diplomatie globale fondée sur le dialogue et la coopération afin de maintenir et de renforcer un ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit.

(a) Promotion de l'Indopacifique libre et ouvert (FOIP) fondé sur l'État de droit

La réalisation de l'Indopacifique libre et ouvert (FOIP) fondé sur l'État de droit est l'une des principales priorités de la diplomatie japonaise. En mars, le Premier ministre KISHIDA Fumio, alors en visite en Inde, a prononcé un discours politique intitulé « le nouveau projet japonais d'un « Indopacifique libre et ouvert » : collaborer avec l'Inde, un partenaire essentiel » pour présenter le nouveau projet du Japon pour le FOIP. Dans ce discours, il a clairement indiqué que le Japon attacherait une grande importance à « l'établissement de règles par le dialogue », au « partenariat d'égal à égal entre les États » et à une approche « centrée sur la personne », tout en maintenant les principes fondamentaux de défense de la liberté et de l'État de droit et de respect de la diversité, de l'inclusion et de l'ouverture.

Avec ce nouveau plan, le Japon définit les nouveaux « quatre axes majeurs » de la



coopération dans le cadre du FOIP, afin de relever les défis qui sont apparus à la suite notamment de la pandémie de COVID-19 et de l'agression russe en Ukraine. Le premier axe vise à mettre l'accent sur l'État de droit comme moyen d'aborder la question la plus fondamentale de la défense de la paix. Le deuxième axe consiste à promouvoir une coopération réaliste et pratique à l'échelle de la région indopacifique, en intégrant un large éventail de sujets dans l'initiative FOIP, tels que le changement climatique, la sécurité alimentaire, la santé mondiale et la cybersécurité. Le troisième axe vise à poursuivre la croissance économique d'une manière qui profite à tous en renforçant la connectivité à plusieurs niveaux. Le quatrième axe consiste à intensifier les initiatives en matière de sécurité et de sûreté dans l'espace maritime comme dans l'espace aérien.

En parallèle du développement de la coopération pour le FOIP, il est important de promouvoir une utilisation plus stratégique et plus efficace de l'APD. Concrètement, le Japon pourra mettre en place des programmes attrayants qui tireront parti de ses forces ou promouvoir une coopération de type offre qui serait force de propositions et ainsi encourager les partenariats public-privé pour répondre à terme aux besoins de chaque pays.

(b) La coopération avec les alliés et les pays affinitaires

La coopération avec les alliés et les pays affinitaires est essentielle à la promotion de l'ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit.

Le sommet du G7 de Hiroshima s'est tenu alors que la communauté internationale se trouve à un tournant de son Histoire. À l'issue de discussions axées sur le maintien de l'ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de

droit comme perspective principale, les pays du G7 ont réaffirmé leur unité inébranlable. Avec les pays invités spécialement pour l'occasion dont l'Ukraine, ils ont discuté de la paix et de la stabilité dans le monde et ont reconnu l'importance de maintenir un ordre international libre et ouvert qui serait fondé sur l'État de droit et sur les principes de la Charte des Nations unies, y compris le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale.

Le Japon présidera en 2024 la réunion des ministres des affaires étrangères de l'alliance « Quad » Japon - Australie - États-Unis - Inde. Saisissant cette occasion, il continuera à promouvoir une coopération concrète qui profitera réellement aux pays de la région en vue de la réalisation du FOIP.

Alors qu'un réchauffement entre le Japon et la Corée du Sud est en bonne voie, la coopération entre le Japon, les États-Unis et la Corée du Sud progresse également de manière constante. S'appuyant notamment sur les résultats du sommet Japon - États-Unis - Corée du Sud qui s'est tenu à Camp David aux États-Unis en août 2023, les trois pays montreront que la coopération Japon - États-Unis - Corée du Sud contribue à la paix et à la stabilité dans la région. La sécurité euro-atlantique et la sécurité indopacifique étant indissociables, le Japon renforcera également sa coopération avec les pays européens, l'UE et l'OTAN.

(c) Répondre à l'agression russe en Ukraine

L'agression de la Russie contre l'Ukraine est un acte d'une grande brutalité qui ébranle les fondements mêmes de l'ordre international. En outre, la menace de la Russie d'avoir recours aux armes nucléaires ou d'en faire usage est inadmissible. Résolu, le Japon continuera à appuyer en faveur de sanctions contre la Russie et à promouvoir le soutien à l'Ukraine en coopération avec la communauté

internationale et notamment avec le G7 afin de mettre fin à l'agression de la Russie et de parvenir à une paix juste et durable en Ukraine.

Par ailleurs, sur la base des résultats de la Conférence Japon - Ukraine sur la promotion du redressement économique de l'Ukraine qui s'est tenue le 19 février 2024 et à laquelle a participé le Premier ministre ukrainien Denys SHMYDAL, le Japon continuera à soutenir les efforts pour promouvoir encore plus fortement le redressement et la reconstruction de l'Ukraine par le biais d'une coopération public-privé.

(2) Répondre aux problématiques en matière de sécurité

Jamais le Japon n'a été confronté à un environnement sécuritaire aussi dégradé et complexe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est par la diplomatie qu'il protège son territoire, ses eaux territoriales, son espace aérien ainsi que la vie et les biens de ses citoyens.

(a) Des initiatives propres au Japon

La stratégie de sécurité nationale identifie en premier lieu les capacités diplomatiques du Japon comme un élément fondamental de sa sécurité globale. En associant diplomatie et défense nationale, le Japon développera une politique globale en matière de relations étrangères et de défense en combinant de manière organique et effective les multiples aspects qui font la réputation de son « soft power », une économie solide, des capacités technologiques avancées ou encore la richesse de sa culture. En outre, le Japon poursuivra la mise en place de son aide publique à la sécurité (OSA) et œuvrera activement à la promotion de la cybersécurité et de la sécurité économique.

S'agissant de la guerre de l'information dans la sphère cognitive à l'échelle mondiale par la manipulation de l'information, y compris par la diffusion de la désinformation, le Japon procédera à la collecte et à l'analyse de données sous différents angles pour une diffusion au moment le plus opportun, tout en construisant et en renforçant ses infrastructures de sécurité de l'information.

(b) Renforcer l'Alliance nippo-américaine

L'Alliance nippo-américaine est le pilier de la politique étrangère et de la sécurité du Japon, et le fondement de la paix et de la prospérité dans la région indopacifique. Le Japon et les États-Unis vont renforcer les capacités de dissuasion et de réaction de l'Alliance nippo-américaine, accentuer la crédibilité et la résilience de la dissuasion élargie⁴ et optimiser le dispositif des forces américaines au Japon. Le Japon mettra également tout en œuvre pour atténuer les incidences sur les communautés locales, notamment en transférant dès que possible la base aérienne du corps des Marines (MCAS) de Futenma à Henoko, tout en maintenant une présence stable des forces américaines au Japon.

Parallèlement, s'appuyant sur les discussions menées dans le cadre de la deuxième réunion ministérielle du Comité consultatif de politique économique Japon - États-Unis (le « 2+2 » économique), qui a eu lieu en novembre, les deux pays continueront d'étendre et d'approfondir leur coopération dans le domaine économique d'un point de vue stratégique.

(c) Renforcer les liens avec les alliés et les pays affinitaires

Afin de renforcer la dissuasion, il est également important de construire et d'étendre

⁴ La force de dissuasion qu'un pays détient et met au service de ses alliés et d'autres pays



un réseau à plusieurs niveaux entre les alliés et les pays affinitaires, en plus de l'alliance nippo-américaine. À cette fin, tout en utilisant des cadres tels que, entres autres, les accords Japon - États-Unis - Corée du Sud et Japon - États-Unis - Australie, le Japon renforcera sa coopération en matière de sécurité avec l'Australie, l'Inde, la Corée du Sud, les pays européens, les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), le Canada, l'OTAN, l'UE, les pays insulaires du Pacifique et d'autres encore.

Avec l'Australie, l'accord d'accès réciproque Japon - Australie est entré en vigueur en août 2023 et des exercices conjoints ont été organisés dans le cadre de cet accord. Le Japon continue de renforcer et d'étendre régulièrement sa coopération avec l'Australie dans le domaine de la sécurité afin de garantir la paix et la prospérité dans la région indopacifique.

Avec l'UE, l'OTAN et les pays européens, le Japon a renforcé la coopération en matière de sécurité en partant du principe que la sécurité euro-atlantique et la sécurité indopacifique sont indissociables. L'UE, l'OTAN et les pays européens s'intéressent de plus en plus à la région indopacifique. Dans ce contexte, le ministre des Affaires étrangères HAYASHI Yoshimasa a assisté à une réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN en avril et, en juillet, le Premier ministre KISHIDA Fumio a assisté à un sommet de l'OTAN. En octobre, l'accord d'accès réciproque entre le Japon et le Royaume-Uni est entré en vigueur et, en décembre, le Japon, le Royaume-Uni et l'Italie ont signé le traité établissant une structure intergouvernementale pour le programme global de combat aérien (GCAP) (un accord sur le développement conjoint d'avions de combat de nouvelle génération). Le Japon continuera à promouvoir une coopération concrète avec les pays européens, l'UE et l'OTAN afin d'étendre leur engagement à l'Indopacifique.

(3) Diplomatie économique : ouvrir de nouvelles frontières

En ces temps de gravité et de complexité croissantes, le Japon ouvrira de nouvelles frontières en matière de diplomatie économique afin d'asseoir sa présence dans le monde par la force et la souplesse de sa puissance économique, en mettant l'accent sur les partenariats public-privé et en impliquant l'ensemble des acteurs du secteur y compris les start-ups. Désormais, l'économie japonaise devra tirer parti de la croissance des pays émergents et en développement qui composent les « pays du Sud global ». Le Japon déploiera ainsi une diplomatie économique détaillée et stratégique, qui prendra suffisamment en considération les particularités et les enjeux de chaque région.

(a) Développement et maintien d'un ordre économique libre et équitable fondé sur des règles

De nombreuses questions restent à traiter : réformer l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour renforcer le système commercial multilatéral, maintenir les normes élevées de l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP), assurer la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat économique régional global (RCEP) de manière transparente, parvenir à une croissance durable et inclusive pour la région indopacifique par le biais du Cadre économique pour l'Indo-Pacifique (IPEF), établir des règles internationales relatives aux domaines innovants comme l'IA ou la libre circulation des données en toute confiance (DFFT).

En 2024, année marquant le 60e anniversaire de l'adhésion du Japon à l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), le Japon assurera en

mai la présidence de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres. Le Japon saisira cette occasion pour montrer son leadership dans le maintien et l'expansion d'un ordre économique libre et équitable fondé sur des règles, tout en travaillant en étroite collaboration avec ses alliés et les pays affinitaires.

(b) Efforts en matière de sécurité économique

Alors que le périmètre de la sécurité nationale s'étend aux domaines de l'économie, l'un des piliers importants de la diplomatie dans la nouvelle ère est de garantir l'indépendance économique, la supériorité et le caractère indispensable des technologies, en d'autres termes la sécurité économique. Afin de garantir sa sécurité économique, le Japon intensifiera ses efforts pour traiter les questions de sécurité économique, y compris la résilience de la chaîne d'approvisionnement et la lutte contre la coercition économique, en renforçant la coordination avec ses alliés et les pays affinitaires, en utilisant l'APD et en coopérant étroitement avec les secteurs public et privé.

(c) Lier et intégrer la durabilité sociale et environnementale à l'économie

Notre époque nous incite à associer et intégrer la durabilité sociale et environnementale à l'économie. Avec la participation active du secteur privé dans la poursuite des Objectifs de Développement durable (ODD), tels que l'environnement, les droits de l'Homme et l'égalité des sexes, le Japon agit pour créer un cercle vertueux dans lequel la société récupère les bénéfices des entreprises, tout en réalisant sa croissance économique.

Ainsi, le Japon impliquera diverses entités, y compris le secteur privé, dans la mise en œuvre de la coopération au développement. Concrètement, le Japon mettra en place la

Charte de coopération au développement des coopérations de type offre en tirant parti de ses avantages ou encore des APD qui mobilisent des capitaux privés, qui généreront une croissance de haute qualité dans les pays en développement et auront également une incidence positive sur la croissance japonaise. De plus, afin de soutenir activement le développement à l'international des entreprises japonaises et l'accroissement des exportations de produits alimentaires japonais, les missions diplomatiques à l'étranger apporteront une assistance solide aux entreprises japonaises qui se développent localement. En outre, pour stimuler la productivité et la croissance de l'économie japonaise, il est essentiel d'attirer des ressources humaines de haut niveau, des technologies de pointe et des fonds abondants en provenance de l'étranger pour créer de l'innovation et des emplois. Dans cette optique, le Japon encouragera activement les investissements directs au Japon par l'intermédiaire de ses missions diplomatiques à l'étranger.

Il est également important d'utiliser activement le soft power, qui comprend les attraits de la culture, des sciences et de la technologie japonaises, et l'innovation. Le Japon travaillera d'arrache-pied au succès de l'EXPO 2025 Osaka-Kansai et de l'Exposition Internationale Horticole 2027 Yokohama, qui représentent des occasions importantes de démontrer la force et la résilience de l'économie japonaise.

Le Japon encouragera une meilleure compréhension de son pays et favorisera la communication stratégique auprès d'autres pays, à commencer par le « Partenariat pour co-crée un avenir avec la prochaine génération : WA Project 2.0 » présenté lors du sommet spécial célébrant les 50 ans de l'amitié et de la coopération ASEAN-Japon en décembre. Le



ministère des Affaires étrangères continuera de remplir son rôle en vue de l'inscription des mines d'or de l'île de Sado sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, en expliquant à la communauté internationale sa valeur exceptionnelle en tant que patrimoine culturel, et en menant des discussions approfondies avec les pays concernés.

De plus, s'agissant de la sûreté des déversements en mer de l'eau traitée au moyen du système ALPS⁵, nous continuerons de collaborer étroitement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de fournir des informations détaillées tant au niveau national qu'international en toute transparence et sur la base de preuves scientifiques.

(4) Les relations diplomatiques avec les pays voisins

Afin de maintenir la paix et la sécurité sur son territoire et dans la région, le Japon abordera de front les sujets sensibles tout en établissant des relations stables avec ses voisins.

(a) Relations entre le Japon et la Chine

Bien qu'il y ait différentes possibilités entre le Japon et la Chine, il existe un certain nombre de défis et de préoccupations, notamment des tentatives unilatérales de la Chine de modifier le statu quo par la force en mer de Chine méridionale et en mer de Chine orientale et ce, y compris dans les eaux autour des îles Senkaku, ainsi qu'une série d'activités militaires menées par la Chine, dont celles coordonnées entre la Chine et la Russie. La paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan sont également importantes. Le Japon est par ailleurs très

préoccupé par la situation des droits de l'Homme en Chine et par la situation à Hong Kong.

Dans le même temps, le Japon et la Chine ont une grande responsabilité dans la paix et la prospérité de la région et du monde. Il est important que le Japon et la Chine s'efforcent de bâtir une « relation constructive et stable » en plus de promouvoir de manière globale une « relation mutuellement bénéfique fondée sur des intérêts stratégiques communs ». Le Japon affirmera fermement sa position, exhortera la Chine à avoir une attitude responsable tout en poursuivant le dialogue sur de nombreux sujets sensibles, en coopérant sur les questions communes.

(b) Relations entre le Japon et la Corée du Sud

Le Japon continuera à communiquer étroitement avec la Corée du Sud, un pays voisin important, à différents niveaux, afin d'élargir la coordination et la coopération dans un plus grand nombre de domaines et de travailler ensemble en tant que partenaires pour ouvrir la voie à une nouvelle ère de relations bilatérales.

Compte tenu de la gravité de l'environnement sécuritaire dans la région indopacifique, une coopération étroite entre les deux pays est plus que jamais nécessaire. Alors que les relations entre le Japon et la Corée du Sud reprennent et continuent de s'améliorer, les deux pays renforceront également leur coordination sur les questions mondiales. Concernant l'île de Takeshima, qui constitue un territoire appartenant au Japon, tant à la lumière des faits historiques qu'en vertu

⁵ Les eaux sont traitées au moyen du système ALPS (Advanced Liquid Processing System) pour garantir que les éléments radioactifs autres que le tritium atteignent des niveaux inférieurs aux normes réglementaires en matière de sûreté. Les eaux traitées par ALPS sont ensuite suffisamment diluées pour que la concentration d'éléments radioactifs, y compris le tritium, soit bien inférieure aux normes réglementaires de sûreté, avant d'être finalement déversées dans l'eau de mer.

du droit international, le Japon traitera la question avec détermination sur la base de cette position cohérente.

(c) Coopération trilatérale entre le Japon, la Chine et la Corée du Sud

D'un point de vue général, la coopération trilatérale entre le Japon, la Chine et la Corée du Sud est importante pour la paix et la prospérité régionales et mondiales. Sur la base des discussions qui ont eu lieu lors de la réunion trilatérale des ministres des Affaires étrangères du Japon, de la Chine et de la Corée du Sud en novembre, qui s'est tenue pour la première fois depuis environ quatre ans, le Japon soutiendra les efforts de la Corée du Sud, qui assure la présidence, en vue d'organiser un sommet trilatéral dans les meilleurs délais.

(d) Relations entre le Japon et la Russie

Les relations entre le Japon et la Russie continuent à être difficiles en raison de l'agression de l'Ukraine par la Russie, mais le Japon maintiendra fermement sa politique visant à parvenir à un accord de paix et à résoudre la question des Territoires du Nord. En outre, le Japon traitera de manière appropriée les questions qui doivent être abordées avec la Russie, en tant que pays voisins, telles que celles liées aux activités économiques, comme la pêche et la sécurité maritime, du point de vue des intérêts nationaux du Japon dans le cadre de sa diplomatie globale.

Par ailleurs, la reprise des programmes d'échange au sujet des quatre îles des Territoires du Nord constitue l'une des grandes priorités dans les relations entre le Japon et la Russie. Le Japon continuera à demander instamment à la Russie de reprendre ces programmes, en insistant particulièrement sur les visites aux cimetières.

(e) La Corée du Nord

En ce qui concerne les relations avec la Corée du Nord, le gouvernement japonais œuvre, conformément à la Déclaration de Pyongyang, à régler le passé malheureux et à normaliser ses relations avec la Corée du Nord, et fait face aux différents contentieux comme les enlèvements ou le programme nucléaire et balistique, en ne laissant aucune problématique de côté.

En particulier, le problème des enlèvements constitue un problème humanitaire et temporel ne souffrant aucun délai, en raison du vieillissement des familles des personnes enlevées. Le Japon continuera à faire tout son possible pour obtenir au plus tôt le retour au pays de toutes les personnes enlevées.

Les lancements de missiles balistiques et d'autres types de missiles par la Corée du Nord représentent une menace grave et imminente pour la sécurité nationale du Japon. Ils menacent la paix et la sécurité de la région et de la communauté internationale dans son ensemble, ce qui est totalement inacceptable.

Tout en veillant à la mise en œuvre intégrale des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, le Japon continuera d'appeler au démantèlement complet des programmes nucléaires et de missiles balistiques de la Corée du Nord, en coordination avec la communauté internationale, y compris les États-Unis et la Corée du Sud.

(5) Les défis de la diplomatie régionale

Dans un contexte de bouleversement de l'équilibre entre les puissances dans le monde, où les voix des pays émergents ou en développement, aussi appelés « Sud global », portent toujours plus, afin de nourrir la coopération plutôt que la division et la confrontation au sein de la communauté



internationale, et dans la perspective de travailler conjointement à trouver des solutions aux défis auxquels elle est confrontée, il est important d'adopter une approche rigoureuse qui tienne compte de la situation et des particularités de chaque région ou pays, au travers d'une approche fondée sur la diversité et l'inclusion.

L'ANASE étant la clé de voûte de l'Indopacifique, sa stabilité et sa prospérité sont extrêmement importantes pour le Japon et pour l'ensemble de la région indopacifique. Le Japon renforcera davantage ses relations avec les pays membres de l'ANASE en mettant fermement en œuvre la nouvelle vision de la coopération pour les 50 prochaines années et le large éventail de coopérations concrètes qui ont été définies lors du sommet spécial célébrant les 50 ans d'amitié et de coopération ANASE - Japon, qui s'est tenu en décembre.

L'Inde partage avec le Japon des valeurs fondamentales et des intérêts stratégiques, et c'est un partenaire important dans la réalisation d'un FOIP. Le Japon et l'Inde, en ce qu'ils sont tous deux des États démocratiques d'Asie, partagent une grande responsabilité en matière de paix et de stabilité dans la région indopacifique et dans le monde. Tandis que le monde s'enfonce dans la division et la confrontation, le Japon et l'Inde, qui ont tous deux un solide passé démocratique et une profondeur culturelle et historique différents de ceux des pays européens et des États-Unis, ont un rôle important à jouer. Forts de ce constat, et conformément au « partenariat spécial pour une stratégie mondiale », le Japon et l'Inde approfondiront leur coopération dans nombre de domaines, que ce soit l'économie, la sécurité ou encore les échanges humains.

Située à un point clé et le long des principales lignes de communication maritime (SLOCs) reliant le Japon au Moyen-Orient et à l'Afrique,

l'Asie du Sud-Ouest, Inde comprise, est une région de grande importance stratégique pour le Japon. Avec une population d'environ 1,9 milliard d'habitants et une croissance économique élevée, cette région représente un marché et des sites de production attrayants pour les entreprises japonaises. Les pays d'Asie du Sud-Ouest ont des liens d'amitié historiques avec le Japon et, au fil des années, ce dernier a renforcé son engagement avec eux dans un large éventail de domaines comprenant la sécurité, l'économie, la coopération économique ou encore les échanges humains. S'appuyant sur ce socle, et parce qu'ils sont des partenaires importants dans le maintien et le renforcement d'un ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit, le Japon ne cessera d'approfondir ses relations avec les pays d'Asie du Sud-Ouest.

La région des pays insulaires du Pacifique est particulièrement importante au regard de l'initiative pour le FOIP. Sur la base des résultats de la réunion ministérielle intérimaire de la réunion des dirigeants des îles du Pacifique (PALM), qui s'est tenue en février 2024, et conformément à la 10e réunion des dirigeants des îles du Pacifique (PALM10) en juillet 2024 et aux dialogues bilatéraux, le Japon collaborera avec les pays affinitaires et soutiendra avec conviction le développement et l'unité des pays insulaires du Pacifique, tout en respectant les besoins de chacun.

Le Moyen-Orient est l'une des principales sources d'approvisionnement énergétique de nombreux pays membres de la communauté internationale, y compris le Japon qui en dépend à hauteur de près de 90% pour ses importations de pétrole brut. Par conséquent, la paix et la stabilité de la région et de ses voies de communication maritimes sont extrêmement importantes pour la sécurité énergétique mondiale comme pour la

stabilité et la croissance des économies japonaise et mondiale. Cette région a connu divers conflits et disputes tout au long de son histoire et aujourd'hui encore persistent des tensions, de l'instabilité, ainsi que des situations humanitaires alarmantes. Ces dernières années, via notamment un début de normalisation diplomatique entre Israël et certains pays arabes, une amélioration des relations dans la région a pu être observée, mais une série d'événements déclenchés par des attaques terroristes en octobre a fait réapparaître une instabilité régionale autour de la question israélo-palestinienne. Le Japon est un allié des États-Unis et entretient dans le même temps traditionnellement de bonnes relations avec les pays du Moyen-Orient. Afin de maintenir et de renforcer un ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit incluant le Moyen-Orient, le Japon adoptera une diplomatie proactive, par exemple dans le cadre du « Dialogue politique nippo-arabe », de la « réunion des ministres des affaires étrangères du Japon et du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ⁶, et notamment afin de contribuer, en étroite coopération avec les pays concernés, à l'apaisement des tensions et à la stabilisation de la situation régionale, tout en prenant en considération les préoccupations et les besoins de chaque pays.

L'Afrique, qui devrait représenter un quart de la population mondiale d'ici à 2050, est un continent porté par une jeunesse pleine d'espoir et une perspective de croissance dynamique. Depuis le lancement de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) en 1993, il y a plus de 30 ans, et jusqu'à aujourd'hui, le Japon a agi dans un

esprit de soutien au développement mené par l'Afrique elle-même. La réunion ministérielle de la TICAD se tiendra à Tokyo en 2024 et la TICAD 9 se tiendra à Yokohama en 2025. Le Japon continuera à approfondir les relations nippo-africaines en abordant diverses questions avec les pays africains, notamment dans le cadre du processus de la TICAD.

Le Japon partage des valeurs et des principes tels que la liberté, la démocratie et l'État de droit avec de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC), faisant de ces pays des partenaires privilégiés sur la scène internationale. Par ailleurs, cette région est également riche en minerais et en énergie, qui sont importants pour la décarbonation, ainsi qu'en ressources alimentaires, qui deviennent de plus en plus importantes pour la résilience de la chaîne d'approvisionnement et pour garantir la sécurité économique. En outre, les communautés Nikkei (les immigrants japonais et leurs descendants), qui comptent environ 3,1 millions de personnes dans les pays de l'ALC, forment le fondement des relations d'amitié traditionnelles entre le Japon et ces pays. En 2024, l'attention du monde se portera sur l'ALC, le Brésil accueillant le G20 et le Pérou la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), 2024 sera également l'année de célébration de l'amitié Japon-CARICOM entre le Japon et les pays des Caraïbes. Le Japon entend saisir ces opportunités pour renforcer ses relations avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Les pays d'Asie centrale et du Caucase, qui ont des liens historiques et économiques étroits avec la Russie, ont été très affectés par l'agression de l'Ukraine par la Russie. Dans le cadre notamment du Dialogue « Asie centrale

⁶ Conseil de coopération du Golfe : Organisation créée en 1981 par l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (EAU), Bahreïn, Oman, le Qatar et le Koweït. Son objectif est la coopération, la coordination et l'intégration entre les pays membres, dans tous les domaines, y compris la défense et l'économie.



plus Japon », le Japon soutiendra le rôle de partenaire des pays d'Asie centrale et du Caucase dans le maintien et le renforcement d'un ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit.

(6) Coopération face aux enjeux mondiaux

Le monde est confronté à une pléthore d'enjeux globaux tels que le changement climatique, la protection de l'environnement, les problématiques alimentaires et énergétiques, la santé mondiale, et notamment les maladies infectieuses, la problématique démographique, la question des réfugiés ou encore l'utilisation durable des ressources marines, et il est nécessaire que l'humanité travaille ensemble à leur résolution.

Face à ces enjeux, il est capital que les Nations unies remplissent leur rôle premier. Le Japon mènera les efforts visant à renforcer les fonctions onusiennes, notamment à travers la réforme du Conseil de sécurité. Lors de sa présidence du Conseil, en mars 2024, le Japon entend mener des discussions animées sur ces thématiques majeures auxquelles la communauté internationale est confrontée.

En septembre 2024, les Nations Unies organiseront le Sommet de l'Avenir. Avec les décennies à venir en ligne de mire, ce Sommet sera l'occasion de placer les Nations unies au cœur d'un multilatéralisme renforcé et efficace, où le Japon jouera un rôle de premier plan pour revenir au principe fondamental de « dignité humaine », pour promouvoir l'État de droit et porter une « coopération internationale centrée sur l'homme » reposant sur le principe

de la sécurité humaine. Le Japon contribuera activement aux initiatives internationales visant à la réalisation complète des Objectifs de développement durable d'ici 2030. De même, le Japon favorisera les mesures permettant à ses citoyens de jouer un rôle accru au sein des organisations internationales.

Parallèlement, le Japon agira en faveur de la réalisation d'un monde sans armes nucléaires, d'une diplomatie des droits de l'Homme en accord avec ses principes, de la construction de la paix ou encore de la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée. En particulier en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires, la « Vision des chefs d'État et de gouvernement du G7 de Hiroshima sur le désarmement nucléaire », publiée lors du sommet du G7 organisé à Hiroshima au mois de mai, servira de base solide à la poursuite et au renforcement de l'action réaliste et pragmatique du Japon en faveur de la réalisation d'un « monde sans armes nucléaires », à travers la mise en œuvre de chacune des mesures du « plan d'action de Hiroshima »⁷. Concrètement, le Japon multipliera ses efforts en vue de l'adoption de mesures de désarmement nucléaire efficaces, telles que l'amélioration de la transparence des arsenaux nucléaires, l'entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) et l'ouverture immédiate de négociations sur l'élaboration d'un Traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires (TIPMF). En outre, par le biais d'initiatives telles que la création du Comité

⁷ Le « plan d'action de Hiroshima » a été proposé par le Premier ministre KISHIDA Fumio lors de la 10e Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), qui s'est tenue en août 2022. Il s'agit de la première étape d'une feuille de route réaliste visant à faire coexister la « réalité » d'un « environnement de sécurité difficile » et l'« idéal » d'un « monde sans armes nucléaires » et à réduire le risque nucléaire, en prenant appui sur les cinq piliers suivants : (1) la reconnaissance commune de l'importance de perpétuer la non-utilisation des armes nucléaires, (2) le renforcement de la transparence, (3) le maintien de la tendance à la diminution du stock mondial d'armes nucléaires, (4) la non-prolifération nucléaire et l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, et (5) l'encouragement des visites de dirigeants et de représentants de tous les pays sur les sites qui ont été bombardés par l'arme nucléaire.

international des sages pour un monde sans armes nucléaires (IGEP)⁸, le Japon encouragera les efforts visant à renforcer l'élan international en faveur du désarmement nucléaire et à se rapprocher progressivement de la réalisation d'un « monde sans armes nucléaires ».

En outre, le Japon soutiendra fermement et réaffirmera l'importance de l'Agenda « Femmes, Paix et Sécurité » (FPS), qui constitue l'un des grands dossiers de sa diplomatie. À cette fin, un groupe de travail a été mis en place au sein du ministère en janvier 2024. Le Japon continuera à promouvoir l'Agenda FPS en utilisant tous les outils à sa disposition, y compris l'APD.

(7) Renforcement général du réseau diplomatique et consulaire

« Les individus sont la clé de la diplomatie ». Pour que les initiatives citées plus haut portent leurs fruits, il est indispensable pour le Japon

de renforcer l'organisation de son réseau diplomatique et consulaire.

Le ministère des Affaires étrangères du Japon procédera à un renforcement drastique de son réseau diplomatique et consulaire notamment à travers l'amélioration de l'environnement de travail et le renforcement des conditions de vie de ses agents à l'étranger, le renforcement de l'organisation du personnel, la consolidation de son assise financière ou encore la poursuite de la Transformation numérique (DX) et de la réforme de ses méthodes de travail. Afin que la gestion des situations d'urgence, et en particulier la protection des ressortissants japonais, soit rapide et agile, le ministère des Affaires étrangères renforcera la résilience de ses missions diplomatiques et consulaires et optimisera leur capacité à répondre aux crises, y compris à travers l'organisation de leurs personnels.

⁸ L'IGEP est une réunion internationale dont le Premier ministre KISHIDA Fumio a annoncé le lancement à l'occasion de son discours de politique générale en janvier 2022. Cette réunion rassemble des spécialistes ainsi que des dirigeants politiques en exercice ou non, d'États nucléarisés ou non, afin de discuter d'une voie concrète vers la réalisation d'un « monde sans armes nucléaires ». La deuxième réunion de l'IGEP s'est tenue à Tokyo en avril 2023 et la troisième à Nagasaki en décembre de la même année.

Chapitre 2

Section 7

Afrique du Nord

Situation en Afrique du Nord (Égypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc)

(1) Égypte

Située au carrefour géopolitique du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Europe, et forte d'une population de plus de 100 millions d'habitants, l'Égypte est une puissance régionale pour le Moyen-Orient comme pour l'Afrique du Nord. Après l'attaque terroriste perpétrée le 7 octobre par le Hamas et d'autres groupes armés et face à l'escalade de tensions qui a suivi entre Israël et la Palestine, l'Égypte a joué un rôle majeur en faveur de la stabilité régionale. En facilitant l'évacuation de ressortissants étrangers et d'autres personnes de la bande de Gaza, réceptionnant et acheminant l'aide humanitaire fournie par la communauté internationale et des pays du monde entier, et déployant des efforts diplomatiques tels que le sommet du Caire pour la paix qui réunissait de hauts responsables des principaux pays, l'Égypte s'est placée en leader des discussions sur l'apaisement des tensions, la prévention de l'instabilité dans l'ensemble de la région et l'urgence de la situation humanitaire. Lors de l'élection présidentielle de décembre, le Président sortant Abdel Fattah AL-SISSI a bénéficié de 89,6 % des suffrages exprimés, ouvrant la voie pour son troisième mandat à un gouvernement de longue durée.

En ce qui concerne les relations avec le Japon, le Premier ministre KISHIDA Fumio s'est

rendu en Égypte en avril. C'était la première fois en huit ans qu'un Premier ministre japonais en exercice se rendait en visite officielle dans ce pays. Il a tenu une réunion au sommet avec le Président Abdel Fattah AL-SISSI, et ils ont annoncé ensemble l'élévation des relations bilatérales entre leurs deux pays au rang de « partenariat stratégique ». En septembre, le ministre des Affaires étrangères HAYASHI Yoshimasa s'est à son tour déplacé au Caire, où il a rendu une visite de courtoisie au Président Abdel Fattah AL-SISSI et s'est entretenu avec son homologue égyptien Sameh SHOUKRY. Il a également organisé la toute première session des consultations ministérielles trilatérales sur le Moyen-Orient entre le Japon, l'Égypte et la Jordanie et la troisième rencontre du dialogue politique nippo-arabe. Face à la détérioration de la situation à Gaza, le Premier ministre KISHIDA Fumio s'est entretenu par téléphone avec le Président Abdel Fattah AL-SISSI le 17 octobre et le 29 novembre. Le 1er décembre, en marge de



Le ministre des Affaires étrangères HAYASHI Yoshimasa assiste à la troisième rencontre du dialogue politique nippo-arabe (le 5 septembre au Caire, Égypte)

la 28e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP28) aux Émirats arabes unis, il s'est de nouveau entretenu avec le Président Abdel Fattah AL-SISSI afin d'échanger leurs points de vue sur les relations bilatérales et sur les situations régionale et internationale. A cette occasion, les deux dirigeants ont réaffirmé leur volonté de coopérer étroitement. La ministre des Affaires étrangères KAMIKAWA Yoko s'est elle aussi entretenue par téléphone avec son homologue Sameh SHOUKRY à l'automne 2023 (le 12 octobre et le 14 novembre). Elle a également assisté au sommet du Caire pour la paix en octobre, et a échangé des vues avec le Président Abdel Fattah AL-SISSI, qui présidait le sommet.

Deux membres des Forces japonaises d'autodéfense étaient déjà détachés depuis avril 2019 auprès de la Force multinationale d'Observateurs au Sinaï (FMO) et, en juillet 2023, cet effectif a été doublé. Avec quatre officiers d'état-major détachés auprès de cette organisation, dont l'une des missions principales est de surveiller le cessez-le-feu entre l'Égypte et Israël, le Japon entend poursuivre sa contribution à la paix et à la stabilité dans la région.

(2) Libye

La Libye est une grande puissance énergétique puisqu'elle possède les plus grandes réserves de pétrole d'Afrique, mais le pays reste en proie à l'instabilité depuis la chute du régime de Kadhafi en 2011, confronté à un conflit persistant entre les forces politiques de l'est et de l'ouest. En avril 2019 le maréchal Khalifa HAFTAR, homme fort de l'est du pays et commandant en chef de l'« Armée nationale libyenne » (ANL), avait ordonné à ses forces de marcher sur la capitale Tripoli, menant à un conflit armé, mais depuis la signature

en octobre 2020 par les deux parties d'un accord de cessez-le-feu permanent, le nombre d'incidents armés entre les parties est et ouest a considérablement diminué. En septembre 2023, des inondations ont causé d'importants dégâts, principalement à Derna, dans l'est du pays.

Sur le plan politique, malgré un accord de principe conclu au Forum de dialogue politique libyen organisé par l'Organisation des Nations unies pour planifier une série d'élections nationales, dont l'élection présidentielle qui devait avoir lieu le 24 décembre 2021 en référence à la date anniversaire de l'indépendance libyenne, les élections attendues n'ont toujours pas eu lieu à la fin de 2023. Ce n'est pas faute d'efforts, comme en témoigne le travail des Nations unies en faveur de la tenue d'élections tout au long de l'année 2023, avec notamment une initiative présentée en février par le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Libye Abdoulaye BATHILY.

Par l'intermédiaire de la JICA, le Japon a fourni une aide d'urgence pour répondre aux inondations survenues dans l'est de la Libye en septembre. Des notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable d'urgence d'un montant total de 3 millions USD ont également été échangées. Compte tenu par ailleurs de l'amélioration de la situation sécuritaire, l'ambassade du Japon en Libye a repris ses activités à Tripoli en janvier 2024, mettant fin à la période de fermeture temporaire qui avait été déclarée en juillet 2014.

(3) Pays du Maghreb (Tunisie, Algérie, Maroc)

Située au carrefour stratégique de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique et forte d'une importante main-d'œuvre jeune et pleine de potentiel, la région du Maghreb revêt une

grande importance économique en Afrique. Mais la pauvreté croissante, les disparités régionales, les taux de chômage élevés et les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires continuent de représenter des défis que l'Algérie, le Maroc et la Tunisie relèvent avec difficulté. Le trafic d'armes et les flux d'immigration illégale en provenance de la Libye et de la région du Sahel constituent par ailleurs une source d'inquiétude croissante en termes de sécurité.

En Tunisie, en vertu d'une nouvelle Constitution entrée en vigueur en 2022, des élections législatives ont eu lieu en décembre de la même année et en janvier 2023, et un nouveau parlement a été formé. Alors que la Tunisie est confrontée aux conséquences économiques et financières de l'agression de l'Ukraine par la Russie et du changement climatique, la question de savoir si le pays sera en mesure de mener à bien les réformes économiques et sociales nécessaires doit être suivie avec attention.

En ce qui concerne les relations avec le Japon, le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères YAMADA Kenji s'est déplacé en Tunisie en juin 2023. Il a rendu une visite de courtoisie à la cheffe du gouvernement Najla BOUDEN et au ministre des Affaires

étrangères Nabil AMMAR. Il a également coprésidé la 11e commission mixte Japon-Tunisie, où il a mené des échanges de vues sur les relations bilatérales en général, et sur la situation régionale et la coopération sur la scène internationale. En septembre, le ministre des Affaires étrangères HAYASHI Yoshimasa s'est entretenu avec son homologue Nabil AMMAR, en marge du dialogue politique nippo-arabe en Égypte. Les avancées sur le plan de la coopération politique se sont notamment constatées avec la tenue de la troisième session du dialogue nippo-tunisien sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme en décembre.

En Algérie, le Président Abdelmadjid TEBBOUNE, qui a pris ses fonctions en décembre 2019, a lancé des réformes politiques conformément à son projet de créer une « nouvelle Algérie ». Il a notamment fait modifier la loi sur l'investissement en 2022. En novembre 2023, il a nommé Nadir LARBAOUI au poste de Premier ministre. A l'approche de l'élection présidentielle de 2024, à laquelle il pourrait se représenter, la manière dont il entend diriger le pays doit être observée avec attention.

En ce qui concerne les relations avec le Japon, la signature en février 2023 d'une convention fiscale (qui est entrée en vigueur le 20 janvier 2024) et en juillet 2023 d'un accord sur l'établissement d'un comité économique mixte intergouvernemental Japon-Algérie laisse présager un renforcement des relations économiques. Des discussions politiques entre le Japon et l'Algérie ont eu lieu en juin, et la consultation algéro-japonaise sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme s'est tenue en décembre, dix ans après la précédente édition. Lors de ces rencontres, les deux pays ont procédé à des échanges de vues sur leurs situations régionales respectives. Ils ont également réaffirmé leur résolution



Le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères YAMADA Kenji copréside la 11e commission mixte Japon-Tunisie (le 16 juin à Tunis, Tunisie)

de coopérer dans les cadres multilatéraux, notamment au Conseil de sécurité des Nations unies, où ils siègeront ensemble en 2024. Comme en témoigne l'envoi en Algérie par la JICA d'un expert japonais dans le cadre du projet co-gestion de la pêche artisanale, ou encore la participation de réalisateurs japonais au Festival international de la bande dessinée d'Alger (FIBDA), les relations nippon-algériennes ont progressé au-delà du plan diplomatique en 2023.

Au Maroc, le cabinet de coalition dirigé par le chef du Rassemblement national des indépendants (RNI) Aziz AKHANNOUCH et qui a été formé à la suite des élections législatives de septembre 2021 se concentre sur la santé, l'éducation, la sécurité sociale, la réforme fiscale, ainsi que sur la mise en œuvre du « nouveau modèle de développement » prôné par le roi Mohammed VI. En parallèle, et notamment parce qu'il est exposé aux risques liés au changement climatique tels que les inondations et la sécheresse, le Maroc s'engage activement dans la transition vers une économie verte. En septembre 2023, un tremblement de terre de magnitude 6,8 a

frappé la région montagneuse du centre du pays, causant d'importants dégâts. En octobre, les assemblées annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) se sont tenues à Marrakech, avec la participation du ministre des Finances SUZUKI Shunichi, et du gouverneur de la Banque du Japon UEDA Kazuo.

En ce qui concerne les relations avec le Japon, le Président de la Chambre des représentants du Maroc Rachid TALBI EL-ALAMI a effectué une visite officielle au Japon en mars. Au cours de celle-ci, il a rencontré des dignitaires de la Diète. En marge de la troisième rencontre du dialogue politique nippon-arabe qui a eu lieu en Égypte en septembre, le ministre des Affaires étrangères HAYASHI Yoshimasa s'est entretenu avec son homologue marocain Nasser BOURITA. Les deux ministres ont confirmé leur intention de renforcer davantage la coopération bilatérale dans un large éventail de domaines. Toujours en septembre, en réponse aux dégâts causés par le tremblement de terre qui a frappé le centre du pays, le Japon a fourni au Maroc une aide humanitaire d'urgence d'un montant total de 3 millions USD.

Chapitre 2

Section 8

Afrique

1 Synthèse

Comptant environ 1,4 milliard d'habitants répartis dans 54 pays, le continent africain suscite l'intérêt de la communauté internationale en raison de la part de la jeunesse dans sa structure démographique, de l'abondance de ses ressources naturelles et de son taux de croissance économique relativement élevé. Cependant, certains pays africains sont gravement endettés et connaissent de nombreux défis en matière d'environnement des affaires, tels qu'un manque de transparence dans l'application du droit national. Parallèlement, l'Afrique reste confrontée à des défis liés au développement, comme une extrême pauvreté endémique et la présence de territoires où les désordres politiques (conflits et terrorisme, prises de pouvoir par la force, etc.) menacent la paix et la stabilité.

L'agression de l'Ukraine par la Russie continue d'influer sur la situation socio-politique en Afrique. Le continent s'engage activement en faveur d'une résolution du conflit, notamment par l'envoi en Ukraine d'une mission de paix composée de dirigeants africains. Par ailleurs, l'Afrique a vu un renforcement de sa présence sur la scène internationale avec l'adhésion de l'Égypte et de l'Éthiopie aux BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) lors du

sommet des BRICS qui s'est tenu en Afrique du Sud en août ou encore la décision d'intégrer l'Union africaine (UA) au G20 lors du sommet du G20 à New Delhi en septembre.

Au Soudan, un conflit armé a éclaté en avril entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide, une organisation paramilitaire. Ce conflit a engendré une crise humanitaire majeure, avec des millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur et hors du Soudan, dont l'impact sur la stabilité des pays voisins ne peut être ignoré. En Afrique de l'Ouest, le Niger a connu un coup d'État militaire en juillet, après le Mali, la Guinée et le Burkina Faso. Au Gabon, les élections générales qui se sont tenues en août ont été suivies d'un putsch des forces de défense et de sécurité gabonaises qui dénonçaient des irrégularités et affirmaient l'invalidité des résultats. Dans la Corne de l'Afrique¹, une région où les conflits et la sécheresse génèrent de nombreux réfugiés, l'insécurité alimentaire s'est aggravée. Dans la région des Grands Lacs et en particulier dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), les groupes armés comme le « mouvement du 23 mars (M23) »² ont intensifié leurs activités, entraînant d'importants déplacements de personnes en et hors de RDC ainsi que de nombreux réfugiés. Cette situation pose des préoccupations quant

¹ Le terme « Corne de l'Afrique » (Horn of Africa) désigne la région du nord-est du continent africain qui s'avance dans l'océan Indien et la mer Rouge comme une « corne ». Cette région comprend l'Éthiopie, l'Érythrée, Djibouti, la Somalie et le Kenya.

² Groupe armé d'opposition au gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC), composé d'habitants de l'ethnie Tutsi, renforçant son activité dans l'est de la RDC.

à la détérioration de la situation humanitaire et à l'aggravation de la crise des droits humains. À l'inverse, des élections présidentielles se sont déroulées de manière généralement pacifique au Nigéria, en Sierra Leone, au Zimbabwe, à Madagascar, au Libéria et aux Comores.

L'année 2023 a été marquée par de nombreuses visites mutuelles de hauts responsables entre le Japon et les pays africains. En mars, le Premier ministre KISHIDA Fumio a rencontré le Président angolais João Manuel GONÇALVES LOURENÇO lors de sa visite de travail au Japon. Le Premier ministre KISHIDA Fumio s'est par ailleurs rendu entre le 29 avril et le 4 mai en Égypte, au Ghana, au Kenya et au Mozambique, où il s'est entretenu avec les dirigeants de ces pays. En mai, une mission public-privé pour la promotion du commerce et des investissements en Afrique dirigée par le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères YAMADA Kenji s'est rendue au Mozambique et en République de Maurice. Du 31 juillet au 3 août, le ministre des Affaires étrangères HAYASHI Yoshimasa s'est rendu en Afrique du Sud, en Ouganda et en Éthiopie. Profitant des occasions offertes par des rencontres internationales, il s'est entretenu en juin avec les dirigeants et les ministres des Affaires étrangères de Madagascar et du Niger. La ministre des Affaires étrangères KAMIKAWA Yoko a fait de même avec la Sierra Leone en septembre. En novembre, elle s'est entretenue avec la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Mozambique Verónica MACAMO, en déplacement au Japon. Le même mois, le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères HORII Iwao s'est rendu au Sénégal pour participer au 9e Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité

en Afrique. Il a également rendu des visites de courtoisie et s'est entretenu avec de hauts responsables du Sénégal, de Mauritanie et de Guinée-Bissau.

Par ailleurs, le Japon a invité les Comores, pays assurant la présidence de l'Union africaine (UA), au Sommet du G7 à Hiroshima en mai. Dans leur communiqué conjoint, les chefs d'États et de gouvernement du G7 ont signifié leur volonté de renforcer leur partenariat avec les pays africains et de favoriser une meilleure représentation de l'Afrique dans les fora multilatéraux.

En août, le Japon a organisé à Tokyo un événement célébrant les 30 ans de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) intitulé « TICAD : 30 ans d'histoire et de perspectives ». Le Premier ministre KISHIDA Fumio a adressé à cette occasion un message vidéo, suivi par des échanges dynamiques auxquels ont participé quelques 400 représentants, dont le ministre des Affaires étrangères HAYASHI Yoshimasa, des parlementaires, des ambassades d'États africains au Japon et des entreprises privées.

Le Japon prévoit d'organiser une réunion ministérielle de la TICAD à Tokyo en 2024 et la TICAD 9 à Yokohama en 2025. À travers les processus de la TICAD, le Japon continuera de travailler avec l'Afrique dans un esprit de partenariat, afin d'élaborer ensemble des solutions aux divers défis auxquels l'Afrique est confrontée, en s'appuyant sur les résultats obtenus par la TICAD au cours des 30 dernières années. Le Japon s'efforcera également de renforcer ses relations avec les pays africains par le biais d'initiatives qui lui sont propres, telles que « l'investissement dans le capital humain ».

Visite du Premier ministre KISHIDA Fumio en Afrique

Du 29 avril au 4 mai, le Premier ministre KISHIDA Fumio s'est rendu en Égypte (Afrique du Nord), au Ghana (Afrique de l'Ouest), au Kenya (Afrique de l'Est) et au Mozambique (Afrique australe). Le Premier ministre KISHIDA Fumio a abordé cette tournée africaine avec trois thèmes. Le premier est de servir de liaison entre les pays dits du « Sud global », qui sont des pays en développement et émergents, et le G7 ; le deuxième est de promouvoir l'engagement du Japon en tant que « partenaire pour une croissance commune » avec l'Afrique, tel qu'exprimé lors de la Huitième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD ¹ 8) en août 2022 ; et le troisième est de confirmer la coopération avec ses partenaires africains en vue de la stabilisation du Soudan.

En Égypte, le Premier ministre KISHIDA Fumio s'est entretenu avec le Président Abdel Fattah AL-SISSI. Les deux dirigeants ont convenu d'élever les relations nippo-égyptiennes au rang de « partenariat stratégique » afin de les approfondir davantage. Le Premier ministre KISHIDA Fumio a également participé au « Forum d'affaires nippo-égyptien » pour apporter son soutien à l'implantation des entreprises japonaises en Égypte. Il a été le premier chef du Gouvernement du Japon à visiter le siège de la Ligue arabe, où il a réaffirmé la volonté du Japon d'approfondir la coopération avec le monde arabe en vue de maintenir et de renforcer l'ordre international fondé sur l'État de droit.

Au Ghana, le Premier ministre KISHIDA Fumio, qui s'est entretenu avec le Président Nana AKUFO-ADDU, a affirmé que les changements unilatéraux du statu quo par la force ne sont acceptables nulle part dans le monde. Les deux dirigeants se sont accordés sur l'importance d'un ordre international libre, ouvert et fondé sur l'État de droit. En outre, les deux chefs d'état ont convenu de développer leurs relations bilatérales par le biais d'initiatives dans le secteur de la santé et de la coopération sur la scène internationale. Le Premier ministre KISHIDA Fumio a également annoncé que le Japon fournirait une aide d'environ 500 millions USD sur les trois prochaines années pour contribuer à la paix et à la stabilité dans la région du Sahel et les pays côtiers du golfe de Guinée, et promouvoir une croissance durable.

Il a également visité l'Institut Noguchi pour la recherche médicale, auquel le Japon a apporté son soutien pendant de longues années.

Au Kenya, le Premier ministre KISHIDA Fumio s'est entretenu avec le Président William Samoei RUTO, qui continue de faire preuve d'un leadership actif à la fois en termes de paix et de stabilité régionales et sur la scène internationale. Ils ont confirmé leur coopération pour la stabilisation de la situation au Soudan



Le Premier ministre KISHIDA Fumio visite le Grand Musée égyptien (le 30 avril au Caire, Égypte. Photo : Bureau des affaires publiques du Cabinet)



Le Premier ministre KISHIDA Fumio visite l'Institut Noguchi pour la recherche médicale (le 1er mai à Accra, Ghana. Photo : Bureau des affaires publiques du Cabinet)

et se sont accordés sur la nécessité de travailler ensemble à la promotion de l'État de droit, notamment à la lumière de l'agression de l'Ukraine par la Russie. Ils ont également confirmé leur coopération sur divers projets d'infrastructure à Mombasa, plaque tournante logistique de l'Afrique de l'Est, dans le cadre d'un nouveau plan pour un Indopacifique libre et ouvert (FOIP).

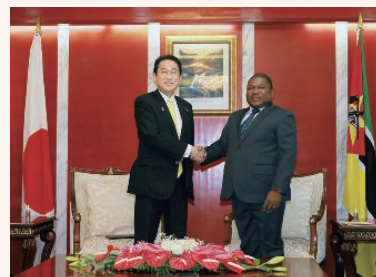
Au Mozambique, le Premier ministre KISHIDA Fumio s'est entretenu avec le Président Filipe Jacinto NYUSI. Ils ont convenu de soutenir la reprise rapide du plus grand projet de développement de gaz naturel liquéfié (GNL) d'Afrique. Les deux dirigeants ont également confirmé leur volonté de coopérer à la concrétisation des opportunités commerciales qui ont émergé grâce à la mission économique conjointe public-privé pour la promotion du commerce et de l'investissement en Afrique, qui a été envoyée à l'occasion de cette visite. Le Président Filipe Jacinto NYUSI a exprimé son souhait de voir le Japon, qui assume la présidence du G7, s'attaquer aux nombreux défis auxquels l'Afrique est confrontée, notamment par le biais d'une coopération entre le G7 et l'Union africaine (UA).

Cette visite dans ces quatre pays, qui sont des centres économiques importants d'Afrique, a permis de renforcer davantage les relations bilatérales avec chacun d'eux, tout en menant des discussions approfondies basées sur les trois thèmes.

L'année 2023 marque la 30e année depuis la création de la TICAD à l'initiative du Gouvernement du Japon. Sur la base des résultats obtenus jusqu'à présent, la réunion ministérielle de la TICAD est prévue à Tokyo en 2024 et la TICAD 9 à Yokohama en 2025. Le Japon entend saisir l'occasion de ces événements pour continuer de travailler main dans la main et dans une vision commune avec l'Afrique, pour relever les nombreux défis auxquels le continent est confronté.



Réunion au sommet Japon-Kenya
(le 3 mai à Nairobi, Kenya. Photo : Bureau des affaires publiques du Cabinet)



Réunion au sommet Japon-Mozambique
(le 4 mai à Maputo, Mozambique. Photo : Bureau des affaires publiques du Cabinet)

1 TICAD : Tokyo International Conference on African Development

2 Afrique de l'Est

(1) Ouganda

Sous l'égide du Président Yoweri Kaguta MUSEVENI au pouvoir depuis de nombreuses années, l'Ouganda a maintenu sa croissance économique bénéficiant d'une situation politique intérieure stable. Le pays assure

l'accueil des réfugiés en provenance des pays voisins, accueillant actuellement plus de 1,5 million de personnes, soit le plus grand nombre de réfugiés en Afrique. Il contribue également à la stabilité régionale en affectant des unités de la Force de défense du peuple ougandais à la Mission de Transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS)³ ou bien dans l'est de la

3 Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS, de l'anglais African Union Transitional Mission in Somalia) : établie en mars 2021, après approbation du Conseil de sécurité des Nations unies, en réorganisant le mandat de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM, de l'anglais African Union Mission in Somalia), afin de faciliter la transition du gouvernement somalien vers un régime responsable du maintien de la sécurité.



Entretien des ministres des Affaires étrangères du Japon et de l'Ouganda (le 2 août à Kampala, Ouganda)

République démocratique du Congo, où des factions armées sont actives.

En août, le ministre des Affaires étrangères HAYASHI Yoshimasa a été le premier ministre des Affaires étrangères du Japon à se rendre en Ouganda. Il a rendu une visite de courtoisie au Président Yoweri Kaguta MUSEVENI et s'est entretenu avec son homologue ougandais Jeje ODONGO. Lors de ces rencontres, les deux parties ont réaffirmé le renforcement de leurs relations bilatérales ainsi que leur collaboration en matière de défis globaux.

(2) Éthiopie

Second pays le plus peuplé d'Afrique (120 millions d'habitants), l'Éthiopie dispose d'un fort potentiel économique avec notamment un taux de croissance annuel de près de 8 % entre 2004 et 2019 (près de 6 % depuis 2020).

Depuis novembre 2020, le gouvernement fédéral et le Front de libération du peuple du Tigré (FLPT) se livrait à un conflit armé, mais la situation s'est améliorée depuis l'accord de paix signé en novembre 2022. En revanche, dans la région de l'Amhara, où des groupes armés et le gouvernement s'affrontaient depuis avril 2023, le conflit s'est intensifié en août, conduisant le gouvernement à déclarer l'état d'urgence dans la région.

Le ministre des Affaires étrangères HAYASHI

Yoshimasa s'est rendu en août dans le pays, a rendu une visite de courtoisie au Premier ministre Abiy AHMED et s'est entretenu avec le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Demeke MEKONNEN. Ces entretiens ont confirmé la coopération bilatérale en matière économique, ainsi que les futures collaborations pour répondre aux défis de la communauté internationale, à commencer par assurer la sécurité alimentaire en Afrique.



Entretien des ministres des Affaires étrangères du Japon et de l'Éthiopie (le 3 août à Addis-Abeba, Éthiopie)

(3) Érythrée

L'Érythrée est un pays qui s'étend le long de la mer Rouge, une route maritime internationale qui relie l'océan Indien au canal de Suez et à l'Europe. Ses eaux territoriales constituent un point névralgique du point de vue de la sécurité économique, où naviguent de nombreux navires liés au Japon. Ce pays joue un rôle important dans la stabilité de la Corne de l'Afrique et le Japon prévoit de conférer à sa mission diplomatique en Érythrée le statut d'ambassade courant 2024.

(4) Kenya

Allié important du Japon avec qui il partage les mêmes valeurs et principes universels que sont la démocratie et l'État de droit, le Kenya œuvre pour la paix et la stabilité en Afrique de l'Est, notamment par son action en faveur de la résolution des conflits au Soudan, en Éthiopie,

en Somalie et en République démocratique du Congo. Il est également un nœud économique de l'Afrique de l'Est et l'un des principaux centres d'implantation d'entreprises japonaises en Afrique. En 2023, année des 60 ans de l'établissement des relations diplomatiques avec le Japon, le Premier ministre KISHIDA Fumio s'est rendu en mai dans le pays et a rencontré le Président William Samoei RUTO lors d'une réunion au sommet, durant laquelle ils ont débattu de l'agression de l'Ukraine par la Russie, de la situation au Soudan et des autres défis globaux auxquels la communauté internationale est confrontée. Ils sont également convenus de développer davantage les relations bilatérales, y compris les échanges commerciaux. En février 2024, le Président William Samoei RUTO s'est rendu au Japon, où il a rencontré le Premier ministre KISHIDA Fumio. Les deux parties sont convenues de renforcer les relations économiques, de promouvoir un Indopacifique libre et ouvert (FOIP) et de renforcer la coopération à l'internationale.

(5) Union des Comores

État insulaire comme le Japon, l'Union des Comores est un partenaire qui soutient la vision japonaise d'un FOIP. Le pays assurant la présidence de l'Union africaine (UA) en 2023, l'Union des Comores a déployé une activité diplomatique. Le Japon a invité en mai l'Union des Comores en sa qualité de président de l'UA au Sommet du G7 à Hiroshima, où le Président Azali ASSOUMANI a apporté sa contribution aux discussions. À cette occasion, le Japon et l'Union des Comores ont réaffirmé lors d'une rencontre bilatérale leur volonté de coopérer à la promotion du FOIP, ainsi qu'en faveur de l'adhésion permanente de l'UA au G20.

(6) Djibouti

Situé sur une route maritime internationale

reliant l'océan Indien au canal de Suez et à l'Europe et emprunté par de nombreux navires liés au Japon, Djibouti est un partenaire important pour la réalisation de la vision FOIP. Le Japon y maintient depuis 2011 une base des Forces d'autodéfense du Japon engagée dans des opérations de lutte contre la piraterie. En avril, lorsque des affrontements ont éclaté au Soudan, cette base a été utilisée pour l'évacuation de ressortissants étrangers, notamment japonais. Envoyé sur place lors de cette opération, le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères TAKEI Shunsuke a remercié Djibouti pour son entière coopération lors de sa rencontre avec le secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Mohamed Ali HASSAN, avec qui ils sont également convenus de continuer d'approfondir les relations entre le Japon et Djibouti en vue de la réalisation du FOIP.

En décembre, un nouvel échange de notes diplomatiques a été effectué avec le Gouvernement de Djibouti afin d'assurer de manière appropriée le statut des Forces d'autodéfense du Japon dans ce pays. Cet accord permet à ces dernières d'effectuer des missions de protection et de transport de ressortissants japonais de l'étranger, ainsi que l'établissement d'un dispositif temporaire en prévision de telles éventualités.

(7) Soudan

En avril, la capitale soudanaise de Khartoum a été le théâtre d'affrontements entre les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide (FSR), puis les combats se sont étendus à d'autres régions du pays. Plus de 6 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur et hors du Soudan, y provoquant une crise humanitaire ainsi que dans les pays voisins. Malgré les efforts de médiation déployés par

plusieurs pays dont les États-Unis et l'Arabie saoudite, des organisations régionales comme l'UA et l'autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) ou encore les Nations unies, aucun cessez-le-feu durable n'a encore pu être conclu. Le Japon a fourni 92 millions USD d'aides pour répondre entre autres aux problèmes humanitaires au Soudan et dans les pays voisins et collabore avec des organisations régionales (IGAD, UA, etc.), et internationales (ONU, etc.) afin de soutenir les réponses aux différents défis auxquels le pays est confronté.

(8) Seychelles

Situées à un endroit stratégique de l'océan Indien, les Seychelles sont un partenaire important dans la réalisation du FOIP. Cet archipel, riche en ressources halieutiques et en potentiel touristique, affiche le produit intérieur brut (PIB) par habitant le plus élevé de l'Afrique subsaharienne. Néanmoins, il est vulnérable aux effets du changement climatique et présente les fragilités inhérentes aux petits États insulaires. Jusqu'à présent, les Seychelles relevaient des compétences consulaires de l'Ambassade du Japon au Kenya, le pays abritait une antenne diplomatique. En janvier 2024, cette antenne a été portée au statut d'ambassade du Japon aux Seychelles.

(9) Somalie

En Somalie, la situation humanitaire reste difficile en raison des activités terroristes sporadiques du groupe extrémiste islamique Harakat al-Chabab al-Moudjahidin et de la sécheresse. Le Japon, qui soutient les efforts pour instaurer la paix du Président Hassan Sheikh Mohamoud, arrivé en fonction en mai 2022, a fourni en 2023 près de 27 millions USD d'aides humanitaires (alimentation, santé et

soins médicaux, etc.) via des organisations internationales.

(10) Tanzanie

Située à un carrefour stratégique reliant l'Afrique de l'Est et australe, la Tanzanie poursuit sa croissance économique, soutenue par une situation politique interne stable. Sous la présidence de Samia SULUHU HASSAN, qui a pris ses fonctions en avril 2021, le pays s'efforce également d'attirer les investissements et de développer des infrastructures à grande échelle, notamment dans les secteurs ferroviaire et portuaire.

En mai s'est tenu le « 1er comité Japon – Tanzanie pour l'amélioration de l'environnement des affaires », au cours duquel les discussions ont porté sur les moyens de faciliter les investissements et les échanges commerciaux entre les deux pays.

(11) Burundi

Le Burundi est un pays enclavé d'Afrique centrale. Sous la présidence d'Évariste NDAYISIMIYE, qui a pris ses fonctions en mai 2020, le pays a accéléré ses efforts pour lutter contre la corruption et améliorer ses relations avec ses voisins. Le Japon fournit depuis les années 1970 une aide au développement au Burundi et apporte actuellement un soutien dans des domaines tels que le développement des infrastructures et l'amélioration des services sociaux de base.

(12) Madagascar

Madagascar, pays insulaire situé dans l'océan Indien au large de la côte sud-est de l'Afrique, soutient le FOIP. C'est également un important fournisseur de ressources minérales. En juin, le ministre des Affaires étrangères HAYASHI Yoshimasa a profité d'un déplacement en France pour rendre une visite de courtoisie au

Président Andry RAJOELINA. Ils ont discuté de la coopération bilatérale, notamment d'un projet de production intégrée de lingots de nickel et de cobalt géré par des entreprises japonaises, et du renforcement de la sécurité alimentaire. Des élections présidentielles ont eu lieu en novembre et le Président Andry RAJOELINA a été réélu.

(13) Soudan du Sud

Le Soudan du Sud était continuellement en proie à des troubles depuis les affrontements entre le gouvernement et les groupes rebelles de décembre 2013, mais un accord revitalisé pour résoudre le conflit a été signé en septembre 2018. Alors que l'échéance de février 2025 pour la mise en œuvre de cet accord approche, des retards sont observés dans les efforts visant à élaborer une constitution et à organiser des élections.

Le Japon soutient de manière continue la paix et la stabilité au Soudan du Sud à travers la coopération au développement de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et son appui aux opérations de maintien de la paix (OMP) des Nations unies. En décembre, le Japon a décidé d'octroyer quelques 12 millions USD d'aides pour des opérations telles que l'observation du cessez-le-feu, l'appui au processus électoral et l'aide humanitaire, par l'intermédiaire d'organisations internationales.

(14) Maurice

À l'instar du Japon, la République de Maurice est un État maritime et un partenaire important dans la réalisation du FOIP. En mars, à l'occasion de la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20, le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères YAMADA Kenji s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international

Alan GANOO. En mai, une mission public-privé pour la promotion du commerce et des investissements en Afrique, dirigée par le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères YAMADA Kenji s'est rendue à Maurice. En septembre, le Premier ministre KISHIDA Fumio s'est entretenu avec le Premier ministre Pravind JUGNAUTH. Ils sont convenus de développer les relations bilatérales, notamment en matière de commerce et d'investissement.

(15) Rwanda

Sous la présidence de Paul KAGAME, le Rwanda poursuit ses efforts en faveur de son développement économique et de la réconciliation nationale. Aspirant à tirer parti des technologies de l'information et de la communication (TIC), le Rwanda connaît un développement rapide, en particulier dans ce domaine, ainsi qu'une présence croissante sur le marché national des entreprises japonaises, dont des start-ups. En octobre, le Japon a procédé à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur l'introduction d'un système de transport routier avancé dans la capitale Kigali, contribuant ainsi à la transition numérique du pays. Les deux pays renforcent également leur coopération dans le domaine spatial, notamment à travers le lancement de satellites et la formation d'ingénieurs dans le cadre d'une collaboration public-privé et inter universitaire entre le Japon et le Rwanda.

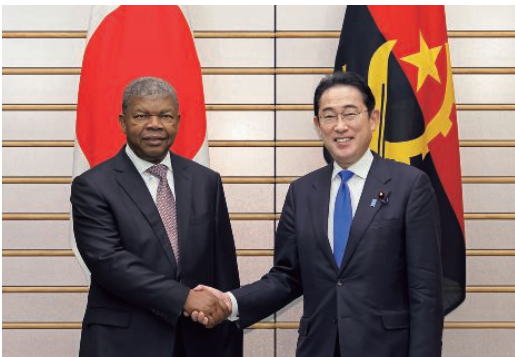
3 Afrique australe

(1) Angola

Disposant d'une assise politique stable et déployant une diplomatie multilatérale, l'Angola joue un rôle important dans la paix et la stabilité de la région. Figurant parmi les

principaux producteurs de pétrole d'Afrique, ce pays est également riche en ressources minières comme le diamant. Le Président João Manuel GONÇALVES LOURENÇO œuvre à l'amélioration de l'environnement des affaires et au développement de l'industrie angolaise dans le but de diversifier et de stabiliser l'économie du pays.

En mars, le Président João Manuel GONÇALVES LOURENÇO, qui était au Japon pour une visite d'État, a participé au Forum des affaires Japon - Angola. Lors de sa rencontre avec le Premier ministre KISHIDA Fumio, ils ont débattu du renforcement des relations commerciales ainsi que de l'agression de l'Ukraine par la Russie, puis ont réaffirmé l'importance d'un financement du développement transparent et équitable. À l'occasion du déplacement en août du ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie NISHIMURA Yasutoshi en Angola, un accord d'investissement entre le Japon et l'Angola a été signé et une table ronde des entreprises nippo-angolaises a été organisée.

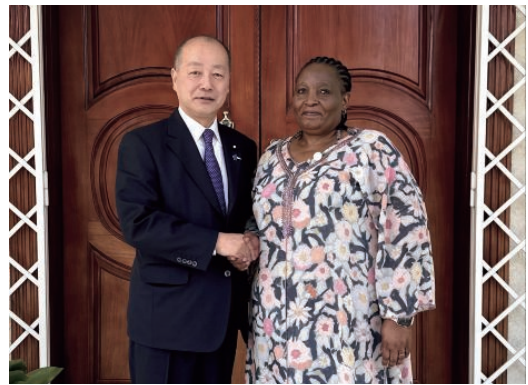


Sommet Japon-Angola
(le 13 mars à Tokyo. Photo : Bureau des affaires publiques du Cabinet)

(2) Eswatini

L'Eswatini, royaume dirigé par le roi Mswati III, est la dernière monarchie absolue d'Afrique. Le pays a changé de dénomination en 2018, le Royaume du Swaziland devenant le Royaume d'Eswatini. C'est le seul pays d'Afrique à

entretenir des relations diplomatiques avec Taïwan. En février, le vice-ministre parlementaire des Affaires étrangères TAKAGI Kei a rencontré en Éthiopie où il était en déplacement la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Thulisile DLADLA. En octobre, des élections législatives ont eu lieu et le roi a nommé un nouveau Premier ministre et un nouveau gouvernement.



Le vice-ministre parlementaire des Affaires étrangères TAKAGI Kei s'entretient avec la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale d'Eswatini Thulisile DLADLA (le 16 février à Addis-Abeba, Éthiopie)

(3) Zambie

La Zambie, riche en ressources minérales et notamment en cuivre, s'est trouvée en défaut de paiement en novembre 2020. Cependant, en juin 2023, elle a conclu un protocole d'accord avec le comité des créanciers officiels de la Zambie sur un plan de restructuration de sa dette dans le Cadre commun du G20. La situation politique intérieure est également stable et le pays renforce ses relations avec les pays occidentaux, notamment en co-organisant en mars en qualité de représentant du continent africain le deuxième Sommet pour la démocratie initié par les États-Unis. En juillet, le pays a accueilli une rencontre au niveau des vice-ministres des Affaires étrangères, puis le ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie NISHIMURA Yasutoshi y a effectué un déplacement en août et rendu une visite de

courtoisie au Président Hakainde HICHILEMA.

(4) Zimbabwe

En août, des élections législatives et présidentielles ont eu lieu pour la première fois en cinq ans. Le Japon, par le biais d'un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur le « programme d'assistance électorale (en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)) », a fourni du matériel électoral et dispensé des formations, contribuant ainsi à la consolidation de la démocratie et de l'État de droit dans le pays. Le Président sortant Emmerson MNANGAWA a été réélu et a formé un nouveau gouvernement, mais certaines missions d'observation électorale internationales, comme celle de l'Union européenne (UE), ont exprimé des doutes sur la régularité du scrutin. Les pays occidentaux ayant maintenu leurs sanctions, comme le gel des avoirs et l'interdiction de voyager pour certaines entreprises et certains individus, des défis économiques attendent le nouveau gouvernement avec notamment une inflation persistante et une dette excessive.

(5) Namibie

Disposant d'abondantes ressources halieutiques et minérales, la Namibie jouit d'une situation politique stable depuis son indépendance en 1990. Elle est également un important centre logistique sur la façade atlantique de l'Afrique australe. Elle est en outre classée première nation d'Afrique dans le « classement mondial de la liberté de la presse 2023 ». En avril, le ministre des Mines et de l'Énergie Tom ALWEENDO s'est rendu au Japon. En juin, une délégation d'entreprises japonaises s'est rendue en Namibie et, en août, le ministre de l'Économie, du Commerce et

de l'Industrie NISHIMURA Yasutoshi a été le premier membre d'un gouvernement japonais à se rendre dans le pays, où il a réaffirmé la volonté du Japon de renforcer et de développer davantage les relations bilatérales.

(6) Botswana

Le Botswana jouit d'une stabilité politique depuis son indépendance en 1966. Sur le plan économique, les revenus tirés de ses ressources minérales, comme le diamant, ont permis au pays de connaître une croissance rapide après son indépendance et de rejoindre les pays à revenu intermédiaire supérieur. Cependant, le Président Mokgweetsi MASIISI souhaite s'orienter vers une économie fondée sur la diversification industrielle et les services à forte intensité de connaissance. En février, un échange de notes diplomatiques sur une « aide d'urgence dans la lutte contre la pandémie de la COVID-19 » a été signé entre les deux gouvernements pour stabiliser l'économie et la société botswanaïses et aider le pays dans sa transition vers une économie verte.

(7) Malawi

Le Malawi a maintenu depuis son indépendance en 1964 une situation politique interne stable, mais ces dernières années ont été marquées par une instabilité économique en raison des inondations et d'une pénurie de devises étrangères. Le pays travaille à se reconstruire après les catastrophes naturelles, à rétablir ses finances et à industrialiser son agriculture. Le Japon entretient des relations amicales avec le Malawi, pays qui partage les mêmes valeurs fondamentales. Il lui a ainsi octroyé en mars une aide d'urgence via la JICA suite aux inondations et aux glissements de terrain destructeurs provoqués par le cyclone Freddy dans le sud du pays.

(8) Afrique du Sud

Membre du G20 et des BRICS, l'Afrique du Sud affirme sa présence sur la scène internationale, notamment à travers l'initiative de paix pour l'Ukraine lancée par des dirigeants africains. Puissance économique du continent, l'Afrique du Sud continue de susciter l'intérêt des entreprises étrangères et japonaises en tant que centre de développement d'affaires. En juin, le ministre des Affaires étrangères HAYASHI Yoshimasa s'est entretenu par téléphone avec la ministre des Relations internationales et de la Coopération Naledi PANDOR. En août, il s'est rendu dans le pays et a rencontré son homologue, réaffirmant la volonté des deux pays de renforcer leurs relations bilatérales et leur coopération sur la scène internationale. Dans le secteur de l'énergie et de l'exploitation minière, le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères YAMADA Kenji s'est rendu en février en Afrique du Sud pour participer à une réunion du Partenariat pour la sécurité des minéraux. En septembre, le ministre de l'Enseignement supérieur, des Sciences et de la Technologie Blade NZIMANDE s'est rendu au Japon et les deux gouvernements ont conclu un protocole d'accord sur la coopération sur l'hydrogène et l'ammoniac verts.



Entretien des ministres des Affaires étrangères du Japon et de l'Afrique du Sud (le 1er août à Pretoria, Afrique du Sud)

(9) Mozambique

Le Mozambique est un partenaire important pour le FOIP et occupe depuis 2023 avec le Japon un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies.

En mai, le Premier ministre KISHIDA Fumio, qui s'est rendu au Mozambique en compagnie d'une mission public-privé pour la promotion du commerce et des investissements en Afrique dirigée par le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères YAMADA Kenji, a rencontré le Président Filipe Jacinto NYUSI. Durant cette rencontre, ils sont convenus que les deux gouvernements encourageraient avec force une reprise rapide des projets de développement du gaz naturel liquéfié dans le nord du pays. En octobre, le vice-ministre parlementaire des Affaires étrangères HOSAKA Yasushi s'est rendu dans le pays pour assister à la cérémonie d'inauguration du port de Nacala, projet soutenu par le Japon à travers un échange de notes diplomatiques relatives à un prêt en yen, et a rendu une visite de courtoisie au Président Filipe Jacinto NYUSI. En novembre, la ministre des Affaires étrangères KAMIKAWA Yoko s'est entretenue avec la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération Verónica MACAMO en déplacement au Japon. Elles ont confirmé l'importance du développement multilatéral pour la croissance de toute la région nord du Mozambique au moyen des coopérations basées sur des propositions de projets (*Co-creation for Common Agenda Initiative*), ou encore la promotion de l'Agenda « Femmes, Paix et Sécurité » (FPS).

(10) Lesotho

Pays enclavé composé essentiellement de hauts plateaux montagneux, le Lesotho dispose d'élevages de truites arc-en-ciel sur le lac du barrage de Katse, construit en utilisant

les ressources naturelles, et qui constituent un produit d'exportation essentiel vers le Japon. Outre l'amélioration de la situation alimentaire au biais d'une aide alimentaire, le Japon soutient l'amélioration de la situation énergétique du pays, notamment en rénovant les installations hydroélectriques à petite échelle du barrage de Katse afin d'accroître sa capacité de production d'énergie renouvelable.

4 Afrique centrale

(1) Gabon

À la suite de l'élection présidentielle d'août, des membres de l'armée et des forces de sécurité ont proclamé la dissolution des institutions de l'État en affirmant que les résultats de celle-ci seraient entachés d'irrégularités et non valides. Le général Brice OLIGUI NGUEMA est devenu président par intérim et Raymond NDONG SIMA, un civil, Premier ministre. Le gouvernement de transition, qui a annoncé des mesures telles que la tenue d'élections démocratiques et régulières ainsi que d'un référendum pour l'adoption d'une nouvelle constitution, s'emploie à éradiquer la corruption et à renforcer la liberté de la presse.

(2) Cameroun

Le gouvernement camerounais poursuit ses efforts pour résoudre la crise des régions anglophones, où les affrontements entre séparatistes et forces de sécurité se poursuivent. Le Japon contribue au renforcement de la paix et de la stabilité dans le pays. En mars, il a procédé à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur la « phase 2 du projet relatif à la reconstruction de la Région du Sud-Ouest par la réhabilitation de centres de santé et de points d'eau » (en collaboration avec le PNUD, montant de l'aide : 300 millions de yens). En

septembre, il a procédé à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide alimentaire (montant de l'aide : 200 millions de yens) par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM).

Lors des élections sénatoriales qui se sont tenues en mars, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), parti au pouvoir dirigé par le Président Paul Biya, a remporté 94 des 100 sièges du Sénat, conservant ainsi sa mainmise sur le pouvoir.

(3) République démocratique du Congo

La République démocratique du Congo (RDC) a entamé la dernière année du mandat du Président Félix TSHISEKEDI, avec l'élection présidentielle qui a eu lieu le 20 décembre. Le Japon a apporté son soutien pour que cette élection se déroule de manière ouverte et sûre.

Dans la région orientale, les activités des groupes armés se sont intensifiées, ce qui a entraîné un grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de réfugiés, ainsi qu'une aggravation de la situation humanitaire et de la situation du point de vue des droits de l'Homme. Dans ce contexte, le gouvernement de la RDC a demandé le retrait anticipé de la mission de maintien de la paix des Nations unies déployée dans le pays. La communauté internationale a souligné l'importance de mesures réalistes et concrètes pour un retrait progressif, responsable et durable de cette mission et a insisté sur la nécessité de renforcer la gouvernance dans le pays, notamment par une réforme du secteur de la sécurité. Le Japon, en collaboration avec les organisations internationales, apporte son soutien par la restructuration d'un « modèle de présence policière de proximité ».

La RDC possède d'abondantes ressources minérales essentielles, forestières et en eau.

Le Japon met en œuvre une coopération pour le développement socio-économique du pays, notamment en apportant son soutien à l'utilisation des ressources et le secteur des infrastructures électriques.

(4) République du Congo

En juin, la République du Congo a participé à une mission de paix en Ukraine et en Russie menée par les dirigeants de sept pays africains. De plus, le pays, qui abrite le vaste bassin du Congo, s'engage activement dans la lutte contre le changement climatique et s'implique dans les défis régionaux et internationaux, notamment en ayant organisé le Sommet des trois bassins forestiers tropicaux en octobre.

Cependant, l'économie nationale est en difficulté en raison de l'impact de l'agression de l'Ukraine par la Russie, et la diversification économique est devenue une priorité. Le Japon a procédé à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide alimentaire au pays par l'intermédiaire du PAM. En octobre, ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé Denis Christel SASSOU NGUESSO s'est rendu au Japon et s'est entretenu avec le vice-ministre parlementaire des Affaires étrangères FUKASAWA Yoichi. Les deux parties se sont félicitées de l'accord de principe conclu sur l'accord de coopération technique et ont réaffirmé leur volonté mutuelle de renforcer davantage les relations bilatérales par des échanges de vues entre les parties prenantes des secteurs public et privé.

(5) Sao Tomé-et-Principe

À Sao Tomé-et-Principe, où le taux de pauvreté est élevé, le Président Carlos VILA NOVA s'efforce de diversifier l'économie pour réduire la pauvreté. Le Japon fournit une aide alimentaire et est le deuxième plus

grand donateur après le Portugal, ancien pays colonisateur. Les fonds de contrepartie de cette aide sont affectés au développement socio-économique du pays.

(6) Guinée équatoriale

Le régime de longue durée du Président Teodoro Obiang NGUEMA MBASOGO réélu lors de l'élection présidentielle de novembre 2022, se poursuit en Guinée équatoriale. Des cas de maladie à virus Marburg ont été confirmés dans la partie continentale du pays en février, mais en juin, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré la fin de l'épidémie dans le pays.

(7) Tchad

Au Tchad, un référendum sur une nouvelle constitution a été organisé en décembre, marquant des progrès vers un transfert du pouvoir à une administration civile. À la suite du conflit qui a éclaté au Soudan en avril, le Tchad a accueilli plus de 400,000 réfugiés soudanais. Le Japon a décidé en mai de fournir une aide aux réfugiés et aux rapatriés au Soudan et dans les pays voisins, y compris le Tchad, apportant ainsi une aide humanitaire à ce dernier. Le Japon attache une grande importance au rôle que joue le pays dans la paix et la stabilité des régions du Sahel et du lac Tchad, et le soutient, entre autres, en lui fournissant une aide alimentaire.

(8) République centrafricaine

La République centrafricaine poursuit son processus de paix interne, notamment en démantelant cinq groupes armés du pays en avril. Cependant, le pays reste confronté à des défis humanitaires en raison de la présence d'un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de son territoire. En septembre, le Japon a procédé à

un échange de notes diplomatiques relatives à une aide alimentaire (250 millions de yens) par l'intermédiaire du PAM, poursuivant ainsi son aide humanitaire au pays.

Un référendum sur le nouveau projet de constitution a été organisé en juillet et, en août, la Cour constitutionnelle centrafricaine a déclaré l'adoption de cette constitution à la majorité des voix.

5 Afrique de l'Ouest

(1) Ghana

Le gouvernement du Président Nana AKUFO-ADDU, mis en place en 2017 et reconduit pour un second mandat en 2021, a lancé une initiative baptisée « *Ghana Beyond Aid* (Ghana au-delà de l'aide) » et se concentre sur le développement des investissements et la diversification industrielle. Il poursuit également ses efforts sur la reconstruction de l'économie nationale, y compris la situation de la dette. En mai, le Premier ministre KISHIDA Fumio s'est rendu au Ghana, marquant ainsi la première visite d'un Premier ministre japonais dans ce pays depuis 17 ans. Il a tenu une réunion au sommet avec le Président Nana AKUFO-ADDU et a visité l'Institut Noguchi pour la recherche médicale, soutenu par le Japon depuis de nombreuses années par le biais de l'aide publique au développement (APD). Cet institut joue un rôle crucial dans la



Conférence de presse conjointe après le sommet Japon-Ghana (le 1er mai à Accra, Ghana. Photo : Bureau des affaires publiques du Cabinet)

lutte contre les maladies infectieuses dans la région. En février, le ministre des Affaires étrangères HAYASHI Yoshimasa s'est entretenu avec le vice-ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale Kwaku AMPRATWUM-SARPONG.

(2) Cap-Vert

La démocratie capverdienne est bien implantée et le pays s'enorgueillit d'une grande stabilité politique au sein des autres nations africaines. En janvier, le ministre des Affaires étrangères HAYASHI Yoshimasa s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration régionale Rui Alberto de Figueiredo SOARES à New York, aux États-Unis. Les deux parties ont convenu de renforcer leur coopération bilatérale. Le Japon soutient le développement économique du Cap-Vert, comme en témoigne l'échange de notes diplomatiques en septembre relatives à une aide financière non remboursable destinée à la fourniture d'une aide alimentaire.



Entretien des ministres des Affaires étrangères du Japon et du Cap-Vert (le 12 janvier à New York, États-Unis)

(3) Gambie

Depuis la prise de fonction du Président Adama BARROW en 2017, la Gambie poursuit des réformes fondées sur des valeurs et des principes fondamentaux tels que la démocratie et l'État de droit. Le pays est néanmoins confronté à des défis sociaux tels que la

fragilité d'un système économique dépendant de l'agriculture ou une extrême pauvreté. Le Japon a contribué à la stabilisation du pays à travers l'octroi d'une aide alimentaire.

(4) Guinée

En Guinée, un gouvernement de transition (dirigé par le président de transition Mamadi DOUMBOUYA) a été mis en place à la suite de la prise de pouvoir en septembre 2021 par des éléments de l'armée nationale guinéenne et une transition vers un pouvoir civil élu est en cours dont l'échéance est prévue pour la fin 2024. La Guinée dispose d'abondantes ressources en eau et de terres fertiles, d'un fort potentiel de développement sur le plan agricole et halieutique, ainsi que d'importantes ressources minérales comme la bauxite et le fer.

Le Japon entretient depuis de nombreuses années des relations amicales avec la Guinée et lui a fourni son aide dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, le développement des infrastructures économiques et l'amélioration des services sociaux de base afin de stimuler le développement durable du pays.

(5) Guinée-Bissau

La Guinée-Bissau entend éradiquer la pauvreté et retrouver sa stabilité politique en mettant à profit ses richesses halieutiques et minérales. Des élections législatives se sont déroulées de manière pacifique en juin, et Geraldo MARTINS a été nommé nouveau Premier ministre. Le Japon continue d'apporter son soutien à la Guinée-Bissau dans ses efforts de renforcement des institutions, notamment en matière d'État de droit et de gouvernance démocratique. En novembre, lors du « Forum International de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique » organisé au Sénégal, le ministre délégué auprès du ministre des

Affaires étrangères HORII Iwao a rendu une visite de courtoisie au Premier ministre Geraldo MARTINS, au cours de laquelle ils ont convenu de renforcer davantage les relations bilatérales.

(6) Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire s'efforce de promouvoir et de renforcer ses systèmes de production agricole dans le cadre de son « plan national de développement ». Pour soutenir ces efforts, le Japon a procédé en avril à un échange de notes diplomatiques relatives à deux projets d'aide financière non remboursable portant sur le « programme de développement économique et social » d'un montant total de 1,15 milliard de yens pour la fourniture d'équipements de génie agricole et d'engrais. En juin, les deux pays ont procédé à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur le « projet d'amélioration des services mécanisés dans le secteur de la riziculture ». En outre, face au manque de services publics et à l'afflux croissant de réfugiés dans le nord du pays, le Japon et la Côte d'Ivoire ont procédé en octobre à un échange de notes diplomatiques relatives au « projet d'amélioration des infrastructures sociales des collectivités locales dans le Nord (en coopération avec le PNUD) ». En février, la directrice générale du Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire Solange AMICHIA s'est rendue au Japon. Lors de son entretien avec le vice-ministre parlementaire des Affaires étrangères TAKAGI Kei, ils ont discuté de la promotion des investissements des entreprises japonaises en Côte d'Ivoire et ont convenu de poursuivre des discussions actives, notamment par le biais du Comité de l'amélioration de l'environnement des affaires des deux pays.

(7) Sierra Leone

En Sierra Leone, l'élection présidentielle de juin a vu la réélection du Président Julius MAADA BIO qui brigait un second mandat. Le gouvernement du Président BIO concentre ses efforts à l'établissement d'une démocratie stable, pacifique, ouverte et pluraliste, en poursuivant ses efforts dans les domaines prioritaires comme la sécurité alimentaire, le développement des ressources humaines, le soutien aux jeunes et la promotion des technologies. Le Japon fournit à la Sierra Leone une coopération pour le développement dans les domaines de la santé, de la formation professionnelle, de l'agriculture ou encore de l'aménagement d'infrastructures de base. En septembre, la ministre des Affaires étrangères KAMIKAWA Yoko s'est entretenue à New York, aux États-Unis, avec le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Timothy Musa KABBA. Les deux ministres ont confirmé leur volonté de coopérer sur la scène internationale.



La ministre des Affaires étrangères KAMIKAWA Yoko s'entretient avec Timothy Musa KABBA, son homologue sierra-léonais (le 19 septembre à New York, États-Unis)

(8) Sénégal

Le Président Macky SALL s'efforce à jouer un rôle proactif dans la promotion de la paix et de la stabilité en Afrique en tant qu'acteur majeur de la stabilité en Afrique de l'Ouest. En juin, il a

participé à une mission de paix en Ukraine et s'est rendu en Ukraine et en Russie. En novembre, le Sénégal a accueilli le 9e Forum international de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique. Sur la situation politique intérieure, le Président Macky SALL a annoncé, conformément à la Constitution, qu'il ne se présenterait pas à la prochaine élection présidentielle prévue en février 2024, démontrant ainsi à nouveau à la communauté internationale que le Sénégal est un pays démocratique où le pouvoir est exercé dans le respect de la Constitution.

Le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères HORII Iwao a assisté au Forum international de Dakar en novembre. Il a présenté les efforts déployés par le Japon pour soutenir la paix et la stabilité en Afrique et a appelé à une collaboration renforcée entre le Japon et l'Afrique afin de trouver des solutions communes, en tenant compte du rôle croissant des pays africains sur la scène internationale. Il a également rendu une visite de courtoisie au Président Macky SALL et s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères Ismaïla Madior FALL. Ils ont confirmé qu'ils travailleraient ensemble pour renforcer la coopération bilatérale et les relations entre le Japon et l'Afrique, ainsi que pour renforcer leur coopération sur la scène internationale.

(9) Togo

Le Japon, afin d'améliorer la sécurité alimentaire du Togo et de résoudre ses problèmes de développement, a procédé en avril à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur le « plan de développement économique et social », qui prévoit la fourniture d'engrais, dont les prix ont augmenté en raison de l'agression de l'Ukraine par la Russie. En septembre, il a également procédé à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière

non remboursable portant sur une « aide alimentaire ». De plus, pour soutenir le Togo, qui vise à devenir un hub logistique régional en développant un corridor logistique, le Japon a procédé en novembre à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur le « projet de construction de la route de contournement de la ville de Sokodé ».

(10) Nigéria

Lors de l'élection présidentielle de février, Bola TINUBU, candidat du Congrès des progressistes (APC), parti au pouvoir, a été élu président, marquant ainsi l'arrivée d'un nouveau dirigeant après huit ans. Le membre de la Chambre des représentants TANAKA Kazunori a assisté à la cérémonie d'investiture présidentielle en mai en tant qu'envoyé spécial du Premier ministre japonais. Le Président Bola TINUBU a pour politiques fondamentales la gouvernance basée sur la Constitution et l'État de droit, les mesures de sécurité, l'éradication de la pauvreté, la création d'emplois, l'amélioration de l'accès aux capitaux et la lutte contre la corruption. Peu après son entrée en fonction, il a notamment entamé des réformes économiques, telles que la suppression des subventions aux carburants qui grevaient les finances du pays depuis de nombreuses années.

Sur le plan sécuritaire, des attaques terroristes et des raids perpétrés par Boko Haram et d'autres groupes continuent comme auparavant, principalement dans le nord-est du pays. Le Japon met en œuvre des programmes de développement économique et social et fournit une aide humanitaire par l'intermédiaire d'organisations internationales.

(11) Niger

Sous la direction du Président Mohamed

BAZOOM, le Niger collabore étroitement avec la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme et relever les défis du développement, tout en faisant face à une menace terroriste croissante, en particulier dans les zones frontalières avec le Mali et le Burkina Faso. Cependant, en juillet, une partie des militaires nigériens a placé le Président Mohamed BAZOOM en détention. Le Japon a fermement condamné cette action d'une partie de l'armée nigérienne, a demandé que la sécurité du Président Mohamed BAZOOM soit assurée et a appelé au maintien de l'ordre constitutionnel dans une déclaration du porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Le Japon continuera de soutenir les efforts diplomatiques de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'UA, entre autres, pour assurer la sécurité du Président Mohamed BAZOOM et le rétablissement rapide de l'ordre constitutionnel.

(12) Burkina Faso

À la suite des prises de pouvoir par des membres des Forces armées nationales de Burkina Faso en janvier et septembre 2022 au Burkina Faso, un gouvernement de transition (président de transition Ibrahim TRAORÉ) a été mis en place et s'efforce d'assurer le retour à un régime civil. La situation sécuritaire du pays s'est considérablement détériorée, avec une recrudescence des attaques terroristes et des raids, en particulier dans le nord du pays, à la frontière avec le Mali et le Niger, ce qui a entraîné un nombre important de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Assurer la paix et la stabilité au Burkina Faso, un pays clé dans la région du Sahel et pour les pays côtiers du golfe de Guinée, est une priorité absolue.

Afin de contribuer à l'amélioration de la situation humanitaire, le Japon a procédé à

un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur une « aide alimentaire » en octobre. Le Japon a fourni une aide alimentaire avec du riz du gouvernement japonais dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire du Burkina Faso, et a renforcé la coopération en matière d'assistance aux personnes déplacées à l'intérieur du pays.

(13) Bénin

Alors que le renforcement des mesures de sécurité dans le nord du Bénin est devenu une question urgente en raison de la progression des groupes terroristes vers le sud suite à la déstabilisation de la région du Sahel, le Japon a procédé en octobre à un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur le « plan de développement économique et social », et a décidé de fournir des équipements de lutte contre le terrorisme et de sécurité. En juin, le ministre de l'Économie et des Finances Romuald WADAGNI s'est rendu au Japon. Lors de son entretien avec le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères YAMADA Kenji, ils ont convenu de développer davantage les relations bilatérales et d'œuvrer en faveur de la paix et de la stabilité dans la région du Sahel et dans les pays côtiers du golfe de Guinée.

(14) Mali

À la suite de la prise de pouvoir par des membres des Forces armées maliennes en août 2020 et en mai 2021, un gouvernement de transition (président de transition Assimi GOÏTA) a été constitué, et s'efforce d'assurer le retour à un régime civil. La situation sécuritaire et humanitaire connaît une sévère détérioration avec une recrudescence des attentats, des

attaques terroristes, des affrontements, etc., en particulier dans le nord et l'est du pays. En juin, à la suite d'une demande de retrait formulée par le gouvernement de transition malien, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté à l'unanimité une résolution demandant le retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)⁴. Assurer la paix et la stabilité au Mali, un pays clé dans la région du Sahel et pour les pays côtiers du golfe de Guinée, est une priorité absolue.

Le Japon soutient la paix, la stabilité et la croissance durable du Mali. En octobre, un échange de notes diplomatiques relatives à une aide financière non remboursable portant sur la « promotion de l'éducation des enfants basée sur le modèle de « L'école pour tous » dans les zones vulnérables » (en coopération avec le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)) a eu lieu. En coopération avec l'UNICEF, le Japon soutient la promotion de la scolarisation dans l'enseignement primaire et l'amélioration de l'environnement d'apprentissage au Mali.

(15) Libéria

Au Libéria, où la guerre civile qui éclata en 1989 et l'épidémie de fièvre hémorragique Ebola qui s'est répandue depuis les pays voisins en 2014 occasionnèrent des ravages considérables sur le plan humanitaire, le Président George WEAH a concentré ses efforts dans des mesures de lutte contre la pauvreté. Les infrastructures, l'éducation et la santé sont également des problématiques prioritaires et le Japon soutient la croissance durable du pays en fournissant une aide au développement et à la remise en état de la route principale (Japan Freeway) de la capitale

⁴ MINUSMA : United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali

Monrovia, ainsi qu'une aide alimentaire. Le premier tour de l'élection présidentielle a eu lieu en octobre et le second tour en novembre, aboutissant à la victoire de Joseph BOAKAI, ancien vice-président.

(16) Mauritanie

La Mauritanie, bien qu'appartenant au Sahel, région dont la situation politique et sécuritaire est de plus en plus instable, n'a connu aucune attaque terroriste depuis 2011 et sa gestion politique

reste relativement stable. Cependant, le pays est confronté à une grave pénurie alimentaire en raison de facteurs tels que la situation mondiale et l'afflux croissant de réfugiés résultant de la détérioration de la sécurité dans les pays voisins. Le Japon fournit de manière continue à ce pays différentes aides, dont notamment une aide alimentaire. En plus de sa coopération de longue date dans le secteur halieutique, il coopère également dans le secteur agricole pour soutenir son développement.

Sûreté du déversement en mer de l'eau traitée au moyen du système ALPS

Le déversement en mer de l'eau traitée par le système avancé de traitement des liquides (ALPS) à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi de la Tokyo Electric Power Company (TEPCO) a commencé le 24 août. Le rapport complet de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur la sûreté de ce déversement indique, entre autres, que ce dernier est conforme aux normes internationales de sécurité pertinentes. Le Gouvernement du Japon a profité des conférences internationales et des réunions bilatérales pour expliquer la démarche qu'il a adoptée de manière très transparente et détaillée, sur la base de données scientifiques. Il a par ailleurs diffusé des informations au monde entier d'une manière proactive par le biais des réseaux sociaux et d'autres moyens.

En avril 2021, le Gouvernement du Japon avait rendu publique sa politique fondamentale sur le traitement de l'eau au moyen du système ALPS. En juillet de la même année, le Gouvernement du Japon et l'AIEA avaient signé un document intitulé « Accord de garanties (ToR) du projet d'assistance de l'AIEA au Japon sur l'examen de la sûreté de l'eau traitée par ALPS à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi ». Conformément au ToR, une équipe spéciale de l'AIEA, composée d'agents de l'AIEA et d'experts internationaux sélectionnés par l'AIEA, effectue un examen indépendant de la sûreté et des aspects réglementaires pour le Gouvernement du Japon et TEPCO.

Le 4 juillet 2023, Rafael Grossi, Directeur général de l'AIEA, a remis au Premier ministre KISHIDA Fumio le rapport complet de l'AIEA résumant les examens réalisés dans le cadre du ToR. Le rapport conclut que les efforts et les activités liées au déversement en mer de l'eau traitée par ALPS sont conformes aux normes de sécurité internationales pertinentes et que l'impact radiologique du déversement sur les personnes et l'environnement est négligeable. Il indique également que l'AIEA prévoit de continuer à effectuer des examens et un contrôle supplémentaire pendant et après le déversement.



Rafael Grossi, Directeur général de l'AIEA, rend visite au Premier ministre KISHIDA Fumio (le 4 juillet à Tokyo. Photo : Bureau des affaires publiques du Cabinet)



Entretien et cérémonie de signature entre la ministre des Affaires étrangères KAMIKAWA Yoko et Rafael Grossi, Directeur général de l'AIEA (le 18 septembre à New York, États-Unis)

Même après le début du déversement en mer de l'eau traitée par ALPS le 24 août, le Japon continue de mettre en œuvre, en étroite coopération avec l'AIEA et à plusieurs niveaux, trois types de contrôle : (1) le contrôle de l'eau traitée dans les réservoirs, (2) le contrôle en temps réel et (3) le contrôle de l'environnement marin. Les résultats des contrôles réalisés jusqu'à présent confirment que le déversement se déroule comme prévu et en toute sûreté. En outre, la compréhension à l'égard du déversement en mer de l'eau traitée par ALPS s'est améliorée, et de nombreux pays de la région ont exprimé leur

soutien et leur appréciation pour les efforts déployés par l'AIEA.

Le 18 septembre, la ministre des Affaires étrangères KAMIKAWA Yoko a signé avec Rafael Grossi, Directeur général de l'AIEA, le « Mémoire de coopération entre le Japon et l'AIEA concernant l'eau traitée par ALPS ». Lors de l'entretien qui a suivi la cérémonie de signature, la ministre des Affaires étrangères KAMIKAWA Yoko a déclaré que ce mémoire réaffirmait la coopération entre le Japon et l'AIEA, notamment la poursuite des examens et des contrôles par l'AIEA du rejet de l'eau traitée par ALPS, et qu'il renforcera davantage la confiance de la communauté internationale à son égard.

Le Gouvernement du Japon continuera de fournir de façon transparente à la communauté internationale des informations fondées sur des données scientifiques, en expliquant de manière sincère sa position, tout en acceptant les examens de l'AIEA, et en publiant rapidement les résultats des contrôles.



LIVRE BLEU DIPLOMATIQUE 2024

<https://www.mofa.go.jp/policy/other/bluebook/index.html>